

**Département des Bouches-du-Rhône**

---

**Commune de MARTIGUES (13117)**

---

**ENQUÊTE PUBLIQUE**

**Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**

**N°E22000085/13**

**Demande d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement formulée par la société NAPHTACHIMIE en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues**

---

**RAPPORT APRES ENQUÊTE**

**Commissaire enquêteur :**  
Julien LAGIER

Marseille, le 1<sup>er</sup> mars 2023

# PLATEFORME INDUSTRIELLE DE LAVERA DANS L'ENVIRONNEMENT



Le site de Martigues-Lavéra est extrêmement dense et complexe avec des installations au sol et un réseau de canalisations dans le sol et bien sûr un réseau routier, maritime et ferré. Les six entreprises présentes sur ce site travaillent en général sur des lignes différentes mais souvent complémentaires avec des échanges de produits qu'elles fabriquent entre elles et des échanges d'utilités. Le site de Lavéra occupe une superficie de 450 ha, il y a environ 2000 personnes qui travaillent dans les six entreprises mitoyennes présentes ainsi qu'un millier de sous-traitants. La capacité globale de production est de 14 millions de tonnes/an (10 millions de tonnes de produits pétroliers et 4 millions de tonnes de produits chimiques).

Les Entreprises NAPHTACHIMIE, PETROINEOS, INEOS, APPRYL, OXO, KEM ONE produisent les produits mentionnés ci-après :

## Qui fait quoi ?







**Production d'oléfines et d'utilités**



**Raffinage**  
**Production de polyéthylène, d'oxyde d'éthylène ...**



**Production de polypropylène**



**Production d'alcools oxo, dérivés du propylène**



**Production de chlore et de dérivés chlorés**

# SOMMAIRE

## RAPPORT APRES ENQUETE

1 – GENERALITES.....	5
1-1 Objet de la demande.....	5
1-2 Cadre juridique.....	5
1-3 Présentation du projet.....	6
1-4 Justification du projet.....	9
1-5 Etude du dossier.....	9
1-6 Etude d'impact.....	10
1-7 Etude des dangers.....	11
2 ORGANISATION DE L'ENQUETE	
2-1 Actes préparatoires.....	12
2-2 Documents soumis à l'enquête publique.....	13
2-3 Visite des lieux .....	13
2-4 Affichage et publicité .....	14
3 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE	
3-1 Ouverture de l'enquête.....	15
3-2 Tenue des permanences.....	15
3-3 Climat et incidents.....	15
3-4 Clôture de l'enquête.....	16
3-5 Relation comptable des observations et courriers.....	16
3-6 Tableau de bord enquête dématérialisée.....	17
4 - AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES, ELUS, SERVICES DE L'ETAT... ET PV DE REUNIONS	
4-1 Avis MRAe, ARS, DDTM.....	17
4-2 Réunions DREAL, Mairies de Martigues, Port-de-Bouc.....	18
5 - QUESTIONS DU PUBLIC, OBSERVATIONS	
5-1 Questions posées public .....	22
6- PV DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR ET MEMOIRE EN REPONSE : M.O, DREAL, COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.....	23

## 1 - GENERALITES

- Objet de la demande d'enquête publique

Filiale 50/50 des sociétés TOTAL PETROCHEMICALS France et INEOS MANUFACTURING France, NAPHTACHIMIE exploite deux unités de production et une centrale thermique sur le complexe Chimie-Raffinage de Lavéra situé sur la commune de Martigues.

Il s'agit ici en particulier du fonctionnement de l'atelier d'extraction de butadiène (unité Butadiène III) du site NAPHTACHIMIE qui est encadré par l'arrêté préfectoral n°1/1971 du 15 mai 1972, pour une capacité de production de 80 000 tonnes/an.

Au fil des années des améliorations techniques ont été opérées sur l'atelier Butadiène III de NAPHTACHIMIE et ont conduit à une augmentation de la capacité de production de cet atelier pour la porter à 135 000 tonnes/an ce qui représente une augmentation de 55 000 tonnes/an par rapport à l'arrête préfectoral susvisé.

Le dépassement de la capacité de production fixée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 15 mai 1972 a conduit la préfecture des Bouches-du-Rhône à émettre, en date du 14 septembre 2020, un arrêté de mise en demeure de NAPHTACHIMIE de régulariser cette situation en déposant un dossier d'autorisation environnementale conformément à l'article R181-12 et suivants du Code de l'Environnement.

L'objet du dossier est de présenter le projet de régularisation de la Demande d'Autorisation Environnementale d'une unité d'extraction de butadiène située sur la plateforme de Lavéra, afin de régulariser la situation de l'installation d'extraction de butadiène à partir de coupe C4, de la société NAPHTACHIMIE, pour une capacité de production de 135 000 tonnes/an.

- Cadre juridique

Le contexte réglementaire de l'autorisation environnementale est le suivant. L'article L. 181-9 du Code de l'Environnement précise que l'instruction de la demande d'autorisation environnementale se déroule en trois phases : la phase examen, la phase d'enquête publique et la phase décision.

L'enquête publique est régie par le chapitre III du titre II du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement. Les articles R 181-16 à R 181-52 du Code de l'Environnement précisent le déroulement de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale, dans laquelle s'inscrit l'enquête publique.

En application de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement, l'exploitant indique que le dossier n'a fait l'objet d'aucune consultation préalable du public, le projet ne rentre pas dans les seuils indiqués à l'article R.121-2 du Code de l'Environnement.



La demande d'autorisation environnementale concerne :

- Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement, le présent projet portant sur l'augmentation de capacité de l'unité Butadiène III à 135 000 tonnes/an (rubrique 3410 a)
- Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement mentionnées à l'article R.181-2 du code de l'environnement, non modifiées dans le cadre du présent projet
- Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration mentionnées à l'article R.181-2 du code de l'environnement, non modifiées dans le cadre du présent projet
- Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (au titre de l'article L.229-6 du code de l'environnement), non modifiée dans le cadre du projet.

- Présentation du projet

Le site de l'usine NAPHTACHIMIE fait partie de la plateforme chimique de LAVERA-LA MEDE qui est située sur la commune de Martigues au sud-est de Port de Bouc à 40 Km à l'Ouest de Marseille. L'unité de Butadiène III est située sur une aire de 0,64ha au cœur du site NAPHTACHIMIE.

Les terrains environnants de l'unité de Butadiène III sont constitués essentiellement : Au Nord par les postes de chargement/déchargement, d'autres unités chimiques, la raffinerie, le chenal de Caronte...

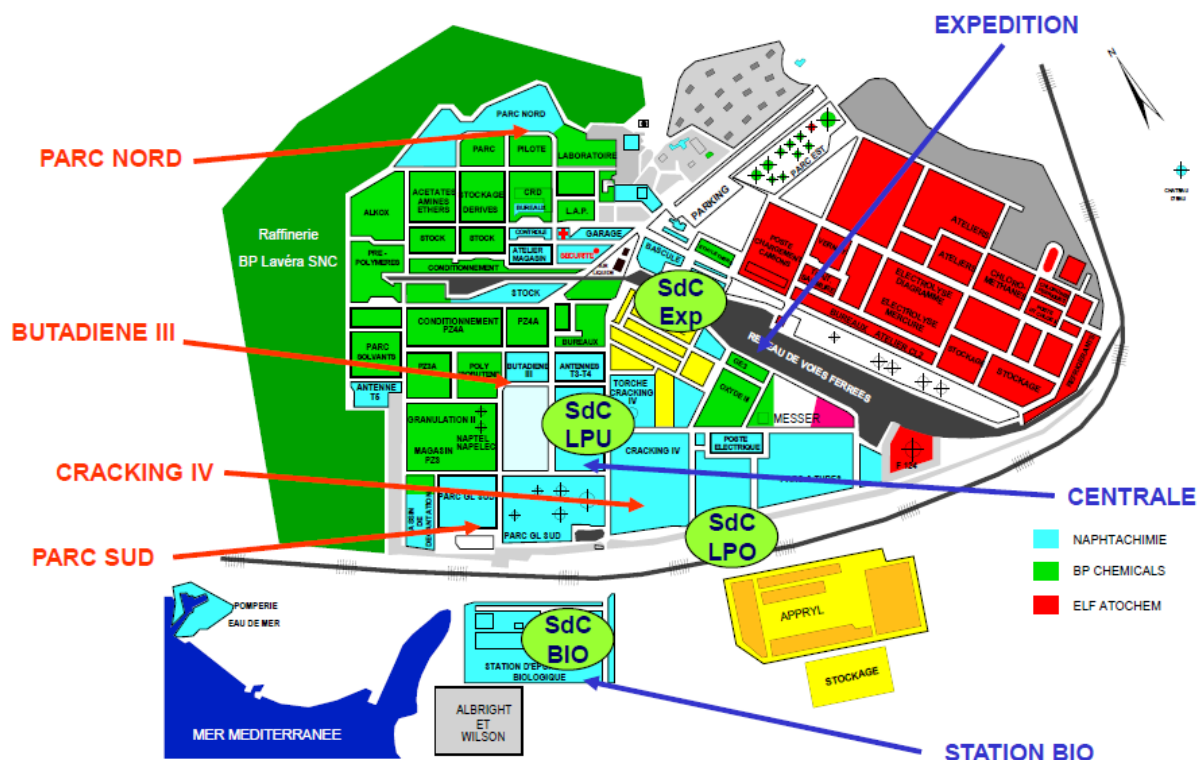
A l'Ouest, l'installation de poly-isobutènes d'INEOS, la raffinerie INEOS, la mer Méditerranée...

Au Sud, le Parc de stockage de NAPHTACHIMIE, la station de traitement biologique, la mer Méditerranée...

A l'Est, la salle de conduite et de contrôle , les voies ferrées...La salle de contrôle de l'unité Butadiène III est intégrée dans la salle de contrôle commune (Cracking IV – Parc Sud)

# Les unités de NAPHTACHIMIE LPO-LPU

(les autorisations de travail sont données en salle de contrôle )



BP Chemicals devenu INEOS et Elf Atochem devenu ARKEMA puis KEM ONE

La société NAPHTACHIMIE exploite sur le site chimique de Lavéra les installations suivantes :

- Une unité de vapocraquage (Cracking 4)
- Les réseaux des torches 3 et 4
- Une unité de production d'utilités
- Une unité d'extraction de Butadiène III
- Des parcs de stockage de gaz liquéfiés et d'hydrocarbures
- Des unités logistiques (fer, mer, gare de triage wagons)
- Une station d'épuration biologique
- Un centre de tri des déchets internes dit ECOCENTRE

C'est aussi une société de services pour ses voisins industriels du site pétrochimique pour :

- La fourniture d'utilités (vapeur, eau, gaz comprimés, électricité...)
- Le traitement des effluents aqueux

Sur le complexe de Lavera, NAPHTACHIMIE a l'usage de 68,5 hectares. Les productions sont : l'éthylène, le propylène, le butadiène, des sous-produits (raffinat 1 et essence). Ces produits sont commercialisés par fer, mer, pipelines ou consommés, pour la plus grande part, par les autres sociétés du site pétrochimique.

L'unité Butadiène III est chargée d'extraire du butadiène 1-3 et du raffinat 1 des coupes C4, issues du vapocraqueur de l'unité Cracking IV, par distillation extractive à l'aide d'un solvant, la N Méthyl-Pyrrolidone. Actuellement autorisé pour une capacité de 80 000 tonnes/an, **le dossier présenté porte sur la régularisation de la capacité de production de butadiène 1-3 à un maximum de 135 000 tonnes/an, sans modification des installations de production et des stockages.**

Le site NAPHTACHIMIE est SEVESO seuil Haut conformément aux articles R.511-10 et R.511-11 du code de l'environnement. La liste des communes concernées par le rayon d'affichage est Martigues et Port de Bouc.

L'unité Butadiène III est directement liée à la capacité de production de l'unité CRACKING IV de NAPHTACHIMIE, déjà dimensionnée pour fournir une quantité de fraction C4 adaptée à l'augmentation de capacité de l'unité Butadiène III à 135 000 tonnes/an et aux besoins de l'unité d'extraction isobutène PIB INEOS. Au fil des années le pétitionnaire écrit que les améliorations techniques opérées sur l'atelier Butadiène III de la société NAPHTACHIMIE a conduit à une augmentation de la capacité de production de cet atelier pour la porter à 135 000 tonnes/an.

Cette unité Butadiène III peut être décomposée en six sections :

- Elimination des hydrocarbures C3 en pré distillation
- Lavage principal et lavage secondaire
- Pré dégazage et dégazage du solvant
- Compression et recyclage des hydrocarbures dégazés du solvant
- Distillation du Butadiène
- Régénération du solvant

L'augmentation de capacité requise ne comprend aucun nouveau stockage. La production de Butadiène III est en relation directe avec la production du vapocraqueur qui a une capacité de production autorisée de :

-720 000 tonnes/an d'éthylène

-500 000 tonnes/an de propylène

-135 000 tonnes/an de butadiène

Cette capacité correspond à une fraction C4 de 360 000 tonnes/an et l'alimentation de l'atelier se fait en direct. Aucune augmentation des capacités maximales autorisées au titre des rubriques 4XXX n'est liée à l'augmentation de capacité du Butadiène.



- Justification du projet

La justification du projet est présentée par le Maître d'Ouvrage (M.O) dans le dossier soumis à l'enquête publique. Le fonctionnement de l'atelier de Butadiène est déjà encadré par l'arrêté préfectoral du 15 mai 1972. De plus les points suivants sont listés par le pétitionnaire :

- L'absence de modification des installations de production et de stockage
- La disponibilité des ressources (matières premières et utilités) et les infrastructures de gestion des déchets opérées par le site NAPHTACHIMIE et les autres sociétés de la plateforme chimique de Lavéra.
- La disponibilité des moyens de traitements des effluents liquides et atmosphériques opérés par le site NAPHTACHIMIE, actuellement dimensionnés pour ce faire
- La possibilité de poursuivre l'utilisation des moyens de transport disponibles au niveau de la plateforme chimique : fer, mer, route
- L'absence de modification des risques sanitaires engendrés par l'augmentation d'activité de l'unité
- L'absence de modification des risques industriels engendrés par l'augmentation d'activité de l'unité

Il est écrit dans le dossier ceci: « Depuis 2002, à l'exception des années 2012, 2013, 2018, la capacité de production annuelle autorisée de 80 000 tonnes/an est régulièrement dépassée. L'objectif de 135 000 tonnes/an visé par le présent projet correspond à la situation maximale, non encore atteinte ces dernières années. Ce chiffre est supérieur à la production annuelle maximale obtenue en 1997 mais est justifié par la production mensuelle maximale atteinte pour l'unité en décembre 2005 qui était de 11 207 tonnes. Cela donne une consommation annuelle maximale possible , dans le cas où l'installation fonctionnerait de la même manière qu'en décembre 2005 pendant toute une année, de 134 484 tonnes. Elle correspond également à la capacité annuelle de l'unité de Cracking IV de production de fraction C4 exprimée en équivalent Butadiène. ».

- Etude du dossier soumis à l'enquête publique

.Composition du dossier

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend 1200 pages, il est constitué de :

- Un dossier de demande d'autorisation environnementale (Extension Unité Butadiène III) comportant les éléments techniques du dossier

- Une note de présentation non technique
- Une notice technique
- Une étude d'impact incluant une évaluation des incidences Natura 2000 et son volet sanitaire
- Un résumé non technique de l'étude d'impact
- Une étude des dangers
- Un résumé non technique de l'étude des dangers
- La procédure d'autorisation du dossier
- Le justificatif de la maîtrise foncière
- Les capacités techniques et financières
- Les garanties financières
- Des éléments graphiques : des cartes et des plans d'ensemble dont le plan de projet à l'échelle 1/25 000
- Des annexes multiples
- L'avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) Provence-Alpes-Côte d'Azur du 23 septembre 2022
- Le Mémoire de Réponse à la MRAe de NAPHTACHIMIE du 13 décembre 2022
- Les avis de l'ARS et de la DDTM

- Etude d'impact et son volet sanitaire

Ce projet d'extension de capacité d'une unité de production existante (Butadiène III), compte tenu de sa nature, de son importance, de sa localisation et de ses incidences potentielles sur l'environnement est soumis à étude d'impact conformément aux articles L.122-1 et R122-2 du code de l'environnement. L'objectif de l'étude d'impact est de présenter les incidences du projet dans le cadre de son fonctionnement ainsi que les mesures prises pour les éviter, les réduire voire les compenser. A noter qu'un volet sanitaire fait l'objet d'un chapitre spécifique dans l'étude présentée.

Le Maître d'ouvrage conclut sur l'impact sanitaire qui est très important : « En conclusion, le projet de la société Naphtachimie peut être qualifié d'acceptable en termes d'impact sanitaire dans la limite du respect des conditions suivantes :

-maîtrise des émissions selon les conditions définies dans la présente étude, avec poursuite des mesures réglementaires et de conception présentées,

-non-dépassement des flux annuels mentionnés dans la présente étude,

-surveillance des sources d'émissions selon les modalités précisées dans le chapitre Air de l'étude d'impact,

-maintien de la surveillance environnementale sur les paramètres benzène et 1,3-butadiène. »

De plus le Maitre d'ouvrage précise : « Naphtachimie a engagé des actions visant la réduction de ses émissions de COV CMR.

D'une part la réalisation d'une étude technico-économique a permis d'identifier les leviers de réduction des émissions diffuses de COV CMR prioritaires (Benzène et 1,3 butadiène). Cette étude intègre des mesures de réduction concernant les émissions diffuses non fugitives des torches, des systèmes de captation et des bassins de traitement et de stockage des eaux polluées. L'investissement prévu s'élève à 1,8 M€ pour un planning de réalisation qui s'étale de 2022 à 2025. Les dernières modifications permettront un niveau de réduction d'environ 13% de COV totaux et de 7% de COV CMR des émissions diffuses fugitives.

D'autre part Naphtachimie poursuit le travail déjà initié sur la réduction de ses émissions diffuses fugitives de COV CMR, via la réalisation des campagnes annuelles de mesurage et des actions de maintenance curative sur toutes les unités et sur l'analyse des incidents et la fiabilité d'une manière générale pour réduire les émissions vers les torches."

- Etude des dangers

Naphtachimie est soumis à une étude de dangers régulière quinquennale, Etablissement classé SEVESO seuil haut. L'étude des dangers expose les dangers que peuvent présenter les installations en cas d'accident, en présentant une description des accidents susceptibles d'intervenir et en décrivant la nature et l'extension des conséquences. Elle définit les mesures de maîtrise des risques permettant de réduire le risque à un niveau acceptable pour l'exploitant et pour l'environnement du site. Elle sert de base à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) et des plans d'urgence. Elle est constituée : d'un document central « Etablissement » ou « Volet Etablissement » et d'études spécifiques aux différentes unités ou « Volets unités ». Le Maitre d'ouvrage conclut cette étude et indique : « Ainsi, cette étude de dangers démontre que la conception des installations, les mesures organisationnelles et les moyens de prévention et de protection déjà mis en œuvre ou dont la mise en œuvre est planifiée permettent de maintenir le risque à un niveau acceptable dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue ».

- Etudes complémentaires conduites : Le pétitionnaire indique dans le dossier les études complémentaires suivantes qui ont été conduites

-Examen des meilleures techniques disponibles (2019-2018)

-Etude des risques sanitaires (GINGER, BURGEAP, 2021)

- Etude des dangers Etablissement et unité Butadiène III (Naphtachimie 2020)
- Mesure de suivi des émissions atmosphériques et spéciation des COV
- Suivi en milieu marin des rejets de la plateforme pétrochimique de Lavéra (CREOCEAN 2021)

## **2- ORGANISATION DE L'ENQUETE**

### **• Organisation - Actes préparatoires**

-Le 14 septembre 2020, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté, portant mise en demeure, à l'encontre de la société NAPHTACHIMIE, en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement, de régulariser la situation administrative de ses installations qu'elle exploite à Martigues-Lavéra, en particulier, de l'unité d'extraction Butadiène.

-En date du 17 juin 2021, la Société NAPHTACHIMIE a présenté en Préfecture une demande et a sollicité auprès du Préfet des Bouches du Rhône une autorisation environnementale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues.

-Le Préfet des Bouches-du-Rhône sollicite à son tour le Président du Tribunal administratif de Marseille pour qu'il désigne un Commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique correspondante.

-Par sa décision n°E22000085/13 en date du 13/10/2022, le Président du Tribunal Administratif a désigné pour conduire cette enquête : Julien LAGIER

-Par son Arrêté en date du 25 octobre 2022, le Préfet des Bouches-du-Rhône fixe les dispositions organisant cette enquête. Cet arrêté précise notamment que :

- Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête seront déposés pendant 33 jours, du jeudi 05 janvier 2023 au lundi 06 février 2023 inclus, à la disposition du public, dans les Mairies de Martigues et de Port-de-Bouc.
- Parallèlement un registre d'enquête dématérialisé sera mis à disposition du public ainsi qu'une adresse mail pour déposer les remarques, idées, questions, propositions...en distanciel.

Dès ma désignation en tant que commissaire enquêteur j'ai pris contact avec Madame Mougenot de la Direction de la Citoyenneté de la Légalité et de l'Environnement de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pour un échange sur l'enquête et pour caler les dates des permanences susvisées en Mairie de Martigues et de Port de Bouc. Il a été décidé cinq permanences à Martigues et trois permanences à Port-de-Bouc :

- Jeudi 05 janvier : 08H30-11H30 à Martigues
- Vendredi 06 janvier : 08H30-11H30 à Port-de-Bouc
- Mardi 10 janvier : 08H30-11H30 à Martigues
- Jeudi 12 janvier : 13H30 à 16H30 à Port-de-Bouc
- Jeudi 19 janvier : 08H30-11H30 à Martigues
- Mardi 24 janvier : 08H30-11H30 à Martigues
- Vendredi 03 février : 08H30-11H30 à Port-de-Bouc
- Lundi 06 février : 13H30 à 16H30 à Martigues

- **Documents soumis à l'enquête publique :**

Le dossier comprend environ 1200 pages plus les plans.

Les documents et les registres ont été paraphés, cotés et ouverts dans chaque Mairie dans les jours qui ont précédé l'ouverture de l'Enquête Publique. Ces dossiers papier ont été mis à disposition du public en Mairies.

Il en est de même pour la mise à disposition par voie dématérialisée du dossier, du registre numérique, de l'accès à l'adresse e mail. Pour l'enquête dématérialisée un cabinet externe « Préambules » a produit le logiciel et a assuré les liaisons nécessaires avec le commissaire enquêteur.

Le dossier a été accessible, en dehors des deux Mairies, par voie dématérialisée, d'une part sur le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône qui est un relais d'information et d'autre part sur le site web de l'enquête dématérialisée dont le prestataire est « Préambules ».

Avec le dossier étaient joints les arrêtés susvisés, l'avis de la MRAe et le mémoire en réponse de Naphtachimie, les avis de l'ARS et de la DDTM.

- **Visite du site Naphtachimie avec le porteur de projet :**

**NAPHTACHIMIE** : Le 18 novembre 2022 j'ai organisé une réunion sur le site de NAPHTACHIMIE Martigues-Lavéra avec Madame Blandine MOURA responsable du projet, responsable environnement NAPHTACHIMIE. Elle m'a reçu avec Madame Géraldine WUY qui a suivi plus particulièrement l'étude des dangers. Un exposé du projet intégrant l'historique et l'environnement m'a été fait . J'ai noté au passage qu'il y a environ 2000 personnes sur la plateforme et plus de 1000 sous-traitants. Il m'a été dit, qu'après le dégoulottage du vapocraqueur, NAPHTACHIMIE a augmenté le volume des « coupe C4 » en 1991 et a ainsi augmenté la production d'éthylène qui est le produit phare et aussi de Butadiène III. Après cette présentation, Madame Moura



m'a fait faire une visite du site et tout particulièrement de l'atelier de production du butadiène III et de la salle de contrôle général qui comprend le contrôle de l'atelier de Butadiène III. L'atelier de Butadiène m'a semblé bien entretenu malgré son ancienneté, il est situé sur une parcelle assez petite en taille par rapport à la plateforme générale.

Après l'exposé du projet et de ses enjeux par la responsable du projet, le commissaire enquêteur a rappelé les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête (permanences, affichage, publicité, réunion publique éventuelle, PV de synthèse, clôture de l'Enquête Publique et date maximum de remise du rapport).

- **Affichage et publicité**

1 - Publicité légale :

L'Arrêté d'ouverture de l'enquête publique a été pris par le Préfet des Bouches-du-Rhône le 25 octobre 2022. Il a été publié dans les annonces légales des quotidiens suivants (voir annexe 8):

	LA PROVENCE	LA MARSEILLAISE
1 <sup>ère</sup> diffusion	Mardi 13 décembre 2022	Mardi 13 décembre 2022
2 <sup>ème</sup> diffusion	Lundi 9 janvier 2023	Lundi 9 janvier 2023

Au moins quinze jours avant le début de l'enquête, l'avis réglementaire publié par la Préfecture a été apposé dans les communes impactées, ainsi que sur le site du projet lui-même. Cet avis était également présenté sur le site de la Préfecture.

Cette publicité légale a été constatée à :

- **Martigues** : Affichage extérieur à la Mairie centrale et affichage à la Mairie annexe de La Couronne (Cf annexe certificat d'affichage du 6 février 2023). L'avis d'enquête a également fait l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Martigues (Cf annexe). Période d'affichage et communication site web du 28 novembre au 6 février 2023.

- **Port-de-Bouc** : Mairie centrale avec double affichage du 28 novembre au 6 février (Cf annexe certificat d'affichage du 28 novembre 2022). Insertion sur le site web de la Mairie de Port-de-Bouc dans la rubrique « Habiter Port-de-Bouc » et « Urbanisme et Réglementation » puis « Les enquêtes publiques et concertations préalables ». Une communication a également été faite sur les panneaux d'information lumineux situés dans la ville et dans certaines structures publiques de la ville (Cf annexe).

- Naphtachimie** : Le Commissaire enquêteur a pu également constater par lui-même la présence de l'affichage à l'extérieur du site NAPHTACHIMIE en début et en fin d'enquête.

### 3 - DEROULEMENT DE L'ENQUETE

- **Ouverture de l'enquête**

**Mairies Martigues et Port-de-Bouc :** Le 16 décembre 2022 j'ai rencontré Madame Anne-Laure Roux en Mairie de Martigues et Madame Martine Massot en Mairie de Port-de-Bouc des services de l'Urbanisme pour un échange sur le dossier et pour coter et parapher toutes les pages des dossiers d'enquête et des pièces jointes, j'ai terminé ce travail en Mairie de Port-de-Bouc le 03 janvier 2023.

Conformément à l'arrêté préfectoral, l'enquête a débuté le jeudi 05 janvier 2023 d'une part en Mairie de Martigues et Port-de-Bouc et d'autre part sur le site internet réalisé par « Préambules » en distanciel-numérique. La première permanence du commissaire enquêteur de 8H30 à 11H30 s'est tenue à Martigues le 05 janvier et à Port-de-Bouc le 06 janvier. Les registres et les documents constituant le dossier avaient été cotés et paraphés les jours précédents tant à Martigues qu'à Port-de-Bouc. Je me suis bien sûr assuré de l'ouverture de l'enquête publique dématérialisée à la même date le 05 janvier à zéro heure et de la clôture le 06 février à 23H59.

- **Tenue des permanences**

Les permanences se sont tenues selon le calendrier fixé par l'arrêté préfectoral. Ces permanences eurent lieu à :

Martigues : Mairie centrale, Service de l'Urbanisme

Port-de-Bouc : Mairie centrale, Service de l'Urbanisme

Soit cinq permanences à Martigues et trois permanences à Port-de-Bouc.

- **Climat / incidents**

L'accueil des équipes des services urbanisme des deux municipalités a été cordial et coopératif.

Vu le petit nombre de visiteurs, le climat général a donné une impression de relative indifférence de la part du public et des associations de riverains tout au moins pour des visites physiques voire des demandes d'éclaircissement. Cette indifférence est sans doute due au fait que ce projet est « une régularisation de l'augmentation de production » du tonnage de Butadiène III, ce n'est pas une installation nouvelle. Par ailleurs les riverains dont beaucoup d'entre eux travaillent ou ont travaillé dans les Etablissements pétrochimiques de la plateforme, connaissent l'environnement industriel et ont une certaine habitude des évolutions des installations. De plus les enquêtes hybrides comme celle-ci permettent un accès en distanciel au dossier et on peut remarquer qu'il y a eu des consultations en nombre et des téléchargements multiples de certaines pièces du dossier.

Il y a eu aucun incident et les permanences se sont tenues normalement les jours de grève nationale où les deux Mairies étaient fermées au public pour les formalités habituelles mais accessibles par le public pour l'enquête concernée et bien sûr pour les permanences du commissaire enquêteur qui ont été assurées.

- **Clôture de l'enquête**

Le 06 février 2023 à 17H30 le Commissaire enquêteur a clos l'enquête. Il a récupéré les registres de Martigues (ainsi que le dossier complet mis à l'enquête publique) et de Port-de-Bouc le 07 février 2023. « Preambules » a clos l'enquête le 06 février 2023 à 23H59.

- **Relation comptable des observations en présentiel et distanciel, courriers, courriels**

	NBRE visiteurs	NBRE observations registres papier et numérique	NBRE Courriers et courriels
MARTIGUES	0	3	0
PORT- DE-BOUC	2	2	0
MAILS	0	0	0
TOTAL	2	5	0

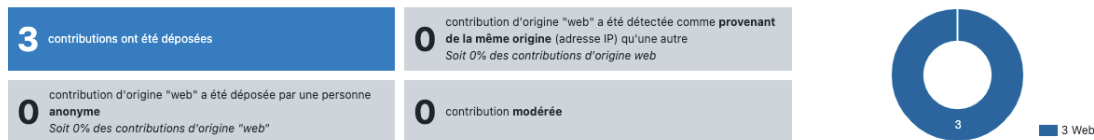
Le faible nombre d'observations peut s'expliquer déjà par le libellé de l'enquête publique : Il s'agit d'une « régularisation »... et aussi par l'enquête publique presque simultanée du PPRT. Le PPRT risque de toucher plus directement les habitants de Lavéra entre autres, surtout les plus proches.

Ceci étant on constate près de 450 connexions sur le site web « Preambules » avec 196 visiteurs qui ont téléchargé au moins un document et 226 téléchargements au total. Il y a eu des pointes de fréquentation du site autour des 5 et 21 janvier de 32 à 44 connexions/jour comme le montre le tableau de bord du site suivant. On peut donc dire que la communication a été bonne même si le nombre d'observations est limité.

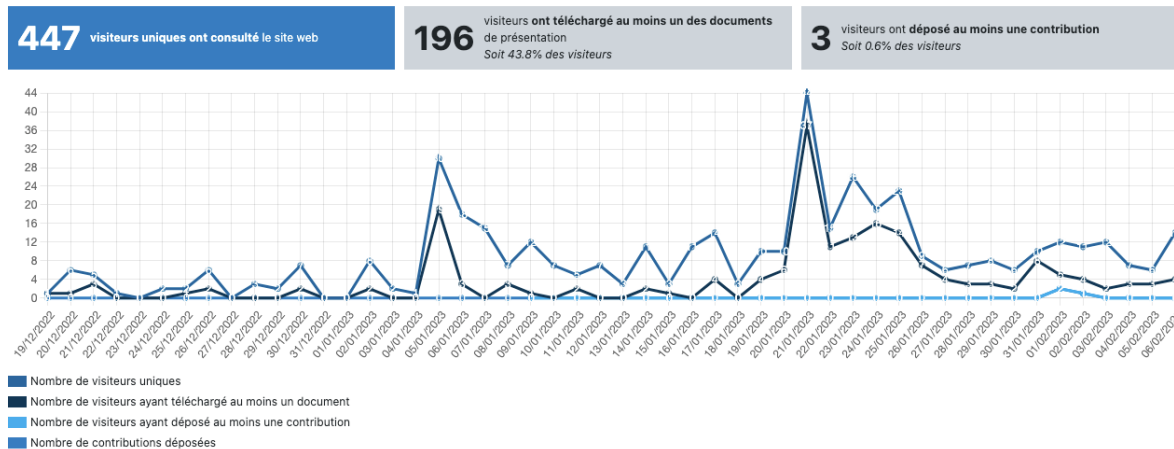
Le tableau de bord, extrait de l'enquête dématérialisée montre à l'évidence que l'information est bien passée :

### TABLEAU DE BORD DE L'ENQUETE DEMATERIALISEE

#### Contributions



#### Fréquentation



#### Téléchargements

Nom du document	Nombre de téléchargement
Arrêté d'enquête publique	26
Avis d'enquête publique	30
Arrêté préfectoral portant ouverture et organisation d'une enquête publique - 25.10.2022	8
Avis d'enquête publique	9
Pièce 01 - Description du projet	11

**226** téléchargements réalisés

**Le saviez-vous ?**  
Retrouvez l'ensemble des statistiques de téléchargement dans l'onglet "Export" de votre menu

## 4. AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES, DES ELUS, DES SERVICES DE L'ETAT ...

### -Mission Régionale d'Autorité Environnementale Provence-Alpes-Côte d'Azur (MRAe)

L'avis de la MRAe a été rendu le 23 septembre 2022 sur la régularisation de l'extension de l'unité Butadiène III de l'Etablissement NAPHTACHIMIE sur la plateforme de Lavéra à Martigues (13).

Conformément aux dispositions en vigueur :

- la DREAL PACA a consulté par courriel du 29 juillet 2022 l'agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur (ARS) qui a transmis une contribution en date du 08 août 2022 .

-Par courriel du 29 juillet 2022 le préfet de département, au titre de ses attributions en matière d'environnement, a transmis une contribution de la DDTM en date du 30 août 2022.

L'avis de la MRAe du 23 septembre 2022 est joint au dossier soumis à l'enquête publique ainsi que le Mémoire de réponse de l'Etablissement NAPHTACHIMIE daté du 13 décembre 2022.

L'avis de la MRAe porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. L'avis n'est ni favorable, ni défavorable au projet et ne porte pas sur son opportunité. Cet avis ne porte pas sur l'étude des dangers.

Il est précisé dans l'avis de la MRAE qu'il ne sera pas apporté d'avis sur le mémoire de réponse de l'Etablissement NAPHTACHIMIE.

**Les avis joints au dossier sont ceux de l'ARS, du Préfet des Bouches-du-Rhône (DDTM) et de la MRAe.**

**Par ailleurs les contacts suivants ont été pris par le commissaire enquêteur pour enrichir la réflexion auprès des élus des deux Mairies, des Services Urbanisme, de la DREAL...**

#### **1/ Au niveau de la DREAL :**

-Réunion dans les bureaux de la DREAL PACA avec Monsieur Jean-Philippe Peloux (Unité Départementale 13) en présence de Madame Julie Solignac le 27 janvier 2023.

#### **2/ Au niveau des communes :**

-Rencontre du 03 février 2023 avec Monsieur Houssine Rehabi, Conseiller municipal de la Mairie de Port-de-Bouc, Délégué à la santé et à l'état civil et Monsieur Samir Beloued Responsable du Service Urbanisme..

-Rencontre du 06 février 2023 avec Monsieur Henri Cambassedés 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire de Martigues en charge entre autres de la Prévention et de la Sécurité .

#### **Réunion DREAL PACA :**

Réunion avec Monsieur Jean-Philippe Peloux Unité Départementale des Bouches-du-Rhône de la DREAL PACA accompagné de Madame Julie Solignac le 27 janvier 2023 : Une longue réunion a permis de bien sentir le rôle des services de l'Etat et en particulier celui de la DREAL et de l'autorité environnementale.

Monsieur Jean-Philippe Peloux a une connaissance extrêmement complète de cette installation et d'une façon générale des installations ICPE de Lavéra mais pas que de celles-ci. Ce site Naphtachimie SEVESO seuil haut est bien entendu suivi de près par



la DREAL PACA qui effectue 5 à 8 visites par an et qui se rend sur place chaque fois qu'il y a un incident signalé par Naphtachimie ou de façon inopiné. Il y a eu du reste assez peu d'incidents signalés par Naphtachimie. Les relations de la DREAL avec les responsables de Naphtachimie sont de qualité et permettent de progresser et d'améliorer régulièrement la sécurité en prenant en compte l'environnement au sens large. De mémoire, l'unité de Butadiène a été touchée par un seul accident avec un effet « popcorn ».

Mes recherches sur internet postérieurement à cette réunion m'ont permis de noter que l'accident aurait eu lieu en décembre 2000 l'origine était due à une rupture d'une canalisation qui a provoqué une fuite du Butadiène gazeux qui s'est répandu autour de l'unité entraînant l'arrêt d'urgence de l'installation et le déclenchement du POI. Les conséquences ont été limitées grâce à l'intervention rapide des moyens de secours, la mise en œuvre de rideaux d'eau ainsi que l'utilisation d'équipements antidéflagrants éliminant toute source d'ignition. La tuyauterie avait éclaté en un point sous la seule pression engendrée par la formation de polymère dans un bras mort (masse granuleuse ressemblant à du « popcorn »)

L'étude des dangers est revisitée tous les cinq ans par Naphtachimie, la prochaine échéance est 2024-2025. Cette étude du point de vue de la DREAL est conforme et de qualité, elle n'a pas soulevé de remarques particulières au cours de l'instruction du dossier.

L'étude d'impact a été analysée par la Mission d'Autorité Environnementale Provence Alpes Côte d'Azur (MRAe) qui disposait entre autres des avis de l'ARS (Agence Régionale de la Santé) et de la DDTE (Direction Départementale des Territoires et de la Mer).

Dans notre réunion, **les « prescriptions de l'ARS »** sont reprises et font l'objet d'un échange, je les rappelle :

« Les services de l'ARS recommandent de mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, les mesures de réduction des émissions en benzène et 1,3-butadiène prévues par l'exploitant et de poursuivre la surveillance environnementale du benzène et du 1,3-butadiène où la population riveraine (travailleurs des entreprises voisines et habitants) est le plus exposée. Au vu des résultats pour le NO2 il convient de mettre en place une surveillance environnementale pour cette substance également. Le risque aux émissions de poussières fines devra également être caractérisé. »

L'ARS indique par ailleurs « qu'il convient de prendre en compte les prescriptions suivantes dans l'arrêté d'autorisation :

- Pour chacune des substances traceurs de risque définies dans l'ERS, l'arrêté doit fixer un niveau d'émission inférieur ou égal à celui pris comme hypothèse dans l'ERS

- Les modalités de fonctionnement et de rejets atmosphériques doivent également être précisées et conformes à celles prises comme hypothèses dans l'ERS
- Mettre en œuvre le plan d'action et de réduction des émissions en benzène et 1,3-butadiène prévu par l'exploitant dans les meilleurs délais
- La surveillance environnementale du benzène et du 1,3-butadiène doit être maintenue, poursuivie où les travailleurs des entreprises de la plateforme de Lavéra, les habitants riverains sont les plus exposés
- Une surveillance environnementale du NO2 doit être mise en place
- Caractériser le risque sanitaire lié aux émissions de poussières fines du site Naphtachimie
- Maintenir le suivi de la qualité des eaux potables
- S'assurer que la pollution de la nappe d'eaux souterraines n'entraîne pas des teneurs en polluants anormales dans l'air des locaux où se situent les travailleurs »

Les deux dernières propositions de prescriptions sont sans doute à la limite du code de l'environnement mais sont nécessaires sur le fond.

Dans l'échange il est noté que le butadiène produit peu de Nox par rapport à la valeur cible, qu'il sera nécessaire de lister les prescriptions avec précision dans le futur arrêté et de les encadrer dans le temps avec un suivi des mises en œuvre, qu'il est nécessaire de quantifier les poussières fines, qu'un plan de réduction des émissions dans l'air devra être établi...Atmosud opère déjà une surveillance en continue avec des capteurs à l'école de Lavéra et à Port-de-Bouc La Lecque.

A noter que l'installation est aussi soumise à la Directive relative aux Emissions Industrielles appelée Directive IED, un réexamen devra être fait à partir du dernier « guide » sur les meilleures pratiques industrielles connues.

**La DDTM soulève à juste titre** le problème des rejets des traitements des eaux de process de l'Unité de Butadiène dans l'Anse d'Auguette qui reçoit déjà les rejets de Naphtachimie, d'INEOS et partiellement de KEM ONE. Une action forte devra être conduite en 2023 pour ne plus polluer la mer, il y a là une forte volonté d'amélioration.

L'extension de l'unité de Butadiène qui nous occupe dans cette enquête est un des éléments des installations et de la plateforme dans son ensemble avec les interactions diverses entre les divers établissements.

A signaler les problèmes de torchage peu fréquents mais gênants pour la population qui réclame plus de transparence sur l'origine de ces torchages liés à des incidents sur les installations (ex : incidents électriques, incidents sur compresseurs du vapocracker...)

En conclusion de cet échange, ce dossier moyennant la prise en compte des engagements de Naphtachimie dans le dossier de demande d'autorisation présenté à

l'enquête publique assorti d'un certain nombre de prescriptions semble autorisable du point de vue de mes interlocuteurs.

#### **Réunion avec un élu de Port-de-Bouc et le Responsable du Service Urbanisme:**

Rencontre du 03 février 2023 avec Monsieur Houssine Rehabi, Conseiller municipal de la Mairie de Port-de-Bouc, Délégué à la santé et à l'état civil et Monsieur Samir Beloued Responsable Service Urbanisme : Lors de cette rencontre nous avons échangé à la fois sur le projet mais aussi sur l'environnement industriel plus global de Port-de-Bouc. Le dépassement autorisé du volume de la production de Butadiène par Naphtachimie depuis quelques décennies a été évoqué ainsi que les raisons pour lesquelles les services de l'Etat ne sont pas intervenus avant 2020, Naphtachimie avait-il déclaré ces dépassements successifs. Cette modification de capacité de production de butadiène a-t-elle une incidence sur le dossier PPRT mis à l'enquête publique. Il est évoqué un grand nombre de maladies professionnelles dans le périmètre Port-de-Bouc, Martigues-Fos sur Mer. Sont évoqués aussi les torchages qui perturbent les populations et entre autres ceux consécutifs à la période post-Covid, il y a des interrogations sur les rejets dans l'air et dans l'eau. Les mesures faites ou à faire, sont-elles suffisantes. Ce fut mon ressenti lors de cet échange que j'avais sollicité en Mairie.

**AVIS de la Ville de Port-de-Bouc : La Ville de Port-de-Bouc n'a pas émis d'avis sur le dossier d'enquête publique.**

**Réunion avec un élu de Martigues et la Responsable Urbanisme:** Rencontre du 06 février 2023 avec Monsieur Henri Cambassedés 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire de Martigues en charge entre autres de la Prévention et de la Sécurité et de Madame Anne-Laure Roux Responsable de l'Urbanisme:

Monsieur Cambassedés me dit dès le début de l'entretien que la municipalité a décidé d'émettre un avis sans inscrire ce point à l'ordre du jour d'un conseil municipal étant donné qu'il s'agit d'une régularisation. Il me remet l'Avis susvisé signé par Monsieur le Maire, Monsieur Gaby Charroux (joint en annexe) et me le commente.

La vraie question qui se pose est : comment rétroagir après tant d'années écoulées, une trentaine sans intervention plus tôt des services de l'Etat ? Une régularisation s'impose, certes mais pourquoi si tardivement ? Ce dossier crée un trouble sur la « confiance lucide » qui s'était installée avec Naphtachimie et par là même avec les autres industriels. Il y a un manque de transparence dérangeant avec des lenteurs étonnantes des services de l'Etat semble-t-il, c'est le ressenti.

Madame Roux indique que la DREAL a confirmé par écrit que cette modification-régularisation avait été prise en compte dans le PPRT faisant actuellement l'objet d'une enquête publique, la confirmation est arrivée tardivement.

**AVIS de la Ville de Martigues : La Ville de Martigues « est favorable à la régularisation administrative de la situation : il est nécessaire que les textes qui encadrent et régissent les activités des industriels de la plateforme de Lavéra soient conformes à la réalité opérationnelle des sites techniques » .**

- **Réunion publique :**

Une réunion publique n'était pas obligatoire, elle ne s'imposait pas, elle n'a pas été réclamée et de ce fait il n'y a pas eu de réunion publique.

## **5. QUESTIONS, OBSERVATIONS DU PUBLIC**

Trois contributions sont arrivées sur le site web (« Préambules ») en provenance de Martigues-Lavéra, deux sur les registres papier de Port-de-Bouc dont une orale retranscrite. Compte tenu du faible nombre, je les reporte ci-dessous intégralement :

### **Contribution N°1 (Web)**

Proposée par Monsieur Deboom Richard (richard.deboom@orange.fr)

3 impasse des Dahlias

13500 Martigues /Lavéra

Déposée le mercredi 1 février 2023 à 14h31

Contribution web :

Je découvre l'existence de cette enquête publique alors qu'une enquête publique est aussi en cours pour le PPRT de la plateforme Pétrochimique de Lavéra.

Est-ce que l'augmentation de capacité de l'unité de Butadiène3 aura une incidence sur les aléas liés au PPRT?

### **Contribution N°2 (Web)**

Proposée par Monsieur LEGRAND Christian - Association ARPIL (arpil.legrand@orange.fr)

9 Boulevard des Tamaris

13117 Lavéra MARTIGUES

Déposée le mercredi 1 février 2023 à 17h34

Contribution web :

Si je comprends bien Naphtachimie est en infraction depuis 1991 ?

Son unité de Butadiène tourne avec une production supérieure à son autorisation Initiale sans autorisation ?

Il me semble qu'il y a une certaine carence de l'Administration (Dréal).

De plus Le PPRT de Lavéra prend t-il en compte cette augmentation de 55 000 tonnes par an de production dans les études de danger ?

Il est quand même anormal que l'enquête publique en cours du PPRT de Lavéra ne motionne pas cette 2ième enquête.

Deux enquêtes en parallèle pour un même PPRT ?

### **Contribution N°3 (Web)**

Proposée par Monsieur Sotgia Jean (sotgia.jean@orange.fr)

6 rue des Cigales-Cité Arc en Ciel

13117 MARTIGUES-LAVERA

Déposée le jeudi 2 février 2023 à 16h25

Contribution web :

J'ai appris avec un grand étonnement qu'une enquête soit disant publique se tenait dans notre ville au sujet de l'augmentation de production de l'atelier butadienne 3 de Naphtachimie.

Je pense qu'il aurait été judicieux de nous associer avec le PPRT de Lavera sur les conséquences sécuritaires et environnementales qu'elles entraînent sur les riverains .

Quelle est l'influence de l'aléa sur l'étude de danger initiale?

Quels sont les dangers potentiels et les risques sur les populations.

### **Contributions registre papier de Port-de-Bouc :**

-Visite d'une dame le 12 janvier 2023 après-midi en Mairie de Port-de-Bouc, elle reste anonyme et m'explique ses interrogations : Son époux est décédé d'un cancer, il a travaillé chez Eternit et chez Naphtachimie. Elle évoque les cercles de dangers, le bruit des torchages et s'interroge sur les produits qui brûlent et leur impact sur la santé...? Elle souhaite que des exercices réguliers soient faits et des rappels sur la conduite à tenir en cas d'incident grave.

-Visite le 23 janvier 2023 de Madame Jeronymos Nicole en Mairie de Port-de-Bouc qui fait la déclaration écrite suivante : « Malheureusement les fameuses usines de Lavéra ont un avantage et beaucoup d'inconvénients mais une grande partie des ouvriers de Port-de-Bouc y travaillent. J'ai écouté la sirène d'alarme danger. En espérant que plus de monde soit sensibilisé ».

## **6. PV DE SYNTHESE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR ET MEMOIRE-REPONSE DE NAPHTACHIMIE**

### **a/ Procès-verbal de synthèse et réunion avec le Maitre d'ouvrage :**

Le procès-verbal de synthèse comportant les questions du public et les questions complémentaires des élus, des représentants des services en mairie, des personnes rencontrées par le commissaire enquêteur a été transmis au Maitre d'ouvrage le 08/02/2023, conformément aux termes de l'article R 123-18 (Cf annexe). Ce procès-verbal de synthèse envoyé par mail à Naphtachimie (Madame Blandine Moura Responsable environnement et système de management et Monsieur Gilles Raynaud Directeur HSEQI) a fait l'objet d'une présentation et d'un échange constructif chez Naphtachimie avec Monsieur Gilles Raynaud à Lavéra le 15 février 2023.

### **b/ Réponses du Maitre d'ouvrage, de la DREAL, du commissaire enquêteur :**

Le mémoire en réponse au PV de synthèse des observations est parvenu après la réunion d'échange entre le commissaire enquêteur et le maitre d'ouvrage le 22 février 2023, respectant en cela le délai de 15 jours fixé par l'article suscité (Cf annexe).



## **1/ Augmentation de la production annuelle de 55 000 tonnes et incidence sur le PPRT : Réponse de la DREAL :**

J'ai posé la question à Jean-Philippe Peloux Adjoint au Chef de l'Unité Départementale des Bouches du Rhône, Responsable de l'équipe Risques, je retranscris sa réponse : « Dans l'étude de dangers examinée (EDD) par les services instructeurs de la DREAL, les paramètres utilisés pour modéliser les phénomènes dangereux retenus pour construire les aléas du PPRT de Lavéra n'étant pas liés à la capacité annuelle de production de l'Unité Butadiène III, les conclusions de l'EDD susvisée ne sont pas modifiées par la DDAE Butadiène. Il n'y a donc pas d'impact du DDAE Butadiène déposé par Naphtachimie sur les scénarios du PPRT de Lavéra mis à l'enquête publique ».

Dans sa réponse Naphtachimie indique : « Les aléas du PPRT ont été considérés avec le scénario dimensionnant, des ateliers de Naphtachimie issu des études de dangers. Pour l'atelier Butadiène III, ce scénario correspond à la rupture du plus gros piquage de la plus grosse capacité de gaz liquéfié. Ce scénario n'ayant pas d'effets sur l'extérieur du site, il n'impacte pas le PPRT et il est, de toutes façons indépendant de la capacité annuelle de l'atelier Butadiène III. En conclusion la régularisation administrative de la capacité annuelle de l'atelier Butadiène III n'a aucune incidence sur les aléas du PPRT. »

Les réponses sont très claires et partagées y compris par le commissaire enquêteur.

## **2/ Deux enquêtes publiques en parallèle :**

Naphtachimie répond : « Il n'y a pas deux enquêtes publiques en parallèle pour un même PPRT. En effet même si les deux enquêtes publiques concernant la régularisation de la capacité annuelle Butadiène III et du PPRT sont concomitantes, elles sont strictement indépendantes. »

C'est le hasard du calendrier qui a conduit à cette concomitance

## **3/ Question sur les exercices d'entraînement :**

« Concernant les exercices, Naphtachimie, n'a pas autorité pour réaliser ceux-ci auprès de la population, ceci étant du ressort de l'Etat. Bien sûr et comme ce fut le cas pour l'exercice 'Domino' en mai 2022, Naphtachimie participera pleinement et activement à tout exercice futur impliquant les populations »

## **4/ Dispositifs d'information-communication torchage :**

« Naphtachimie a adhéré dès 2020 au dispositif 'ALLO INDUSTRIE' qui permet d'informer les riverains du moindre incident, notamment lors des épisodes de torchage en indiquant à chaque fois et autant que possible, les causes de l'incident et sa durée attendue. D'autre part Naphtachimie a communiqué de façon volontaire via des

conférences publiques (CLIE, dispositif REPONSES) sur le fonctionnement des torches et les améliorations mises en œuvre pour réduire les nuisances »

## **5/ Dépôt tardif du dossier d'enquête publique de régularisation de la production de Butadiène III:**

« Suite au dégoulottage du vapocraqueur et compte tenu du dépassement régulier de la capacité autorisée de production de 80 000 tonnes/an, des discussions ont été entamées avec la DREAL pour aboutir **en janvier 2014** au dépôt d'un dossier réglementaire daté de décembre 2013 (joint en Annexe bis de ce rapport) ». En effet ce dossier très complet est joint en annexe de la réponse de Naphtachimie et comporte 86 pages.

## **6/ Impact pollution air et mer :**

Naphtachimie écrit : « Différents projets sont en cours afin de réduire l'impact de Naphtachimie sur les rejets atmosphériques et en mer . En particulier les bassins de pré-traitement des eaux huileuses font l'objet d'un projet de rénovation visant à améliorer la séparation eau/hydrocarbures et l'élimination des hydrocarbures ainsi récupérés.

Concernant les échangeurs fonctionnant sur eau de mer, une étude de vulnérabilité exhaustive a été menée de façon à identifier ceux pour lesquels un changement de métallurgie était nécessaire afin de garantir leur intégrité. Ce changement de métallurgie sera progressivement déployé d'ici 2025.

Ces différents projets ont été communiqués à la DREAL sous forme d'études technico-économiques. La DREAL est ensuite venue sur le terrain pour inspecter/auditer ces plans d'amélioration. »

## **7/ Impact santé :**

« Naphtachimie a fourni à l'Administration une étude des risques sanitaires liés à son activité. Il appartient aux services compétents de l'Etat de rassembler les études des différents industriels, du trafic routier et autres activités urbaines afin d'évaluer l'impact sanitaire sur les différentes populations.

Naphtachimie entend participer pleinement à cette démarche et continuera de fournir toutes les données utiles et nécessaires. En particulier, un partenariat fort a été établi avec Atmosud de façon à suivre à l'extérieur du site les concentrations en polluants. Ce partenariat inclut le lancement d'alerte vers Naphtachimie en cas de valeurs anormales mesurées par Atmosud, Naphtachimie s'étant engagé à investiguer au plus vite les causes possibles de ces valeurs. »

**CONCLUSION** : Le commissaire enquêteur considère que ces réponses sont très argumentées et de nature à apporter des éléments concrets à ceux qui les ont posées et à tous les lecteurs.

Département des Bouches-du-Rhône

---

Commune de MARTIGUES (13117)

---

**ENQUÊTE PUBLIQUE**

**Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**

**N°E22000085/13**

**Demande d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement formulée par la société NAPHTACHIMIE en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues**

---

**RAPPORT APRES ENQUÊTE**

**ANNEXE**

**Commissaire enquêteur :**  
Julien LAGIER

Marseille, le 1<sup>er</sup> mars 2023

# ANNEXE

1. Arrêtés du Préfet des Bouches-du-Rhône, décision nomination du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Marseille, Avis d'enquête publique
2. Publicité de l'enquête publique : Presse, certificats d'affichage des Mairies, communication sites web Mairies
3. Avis du Maire, Ville de Martigues
4. Procès-verbal du commissaire enquêteur des observations collectées (Registres papier Martigues et Port-de-Bouc, Registre dématérialisé, mails, courriers)
5. Mémoire en réponse de Naphtachimie au Procès-verbal du commissaire enquêteur relatif aux observations (Voir ANNEXE bis)



# **ANNEXE 1**

**Arrêtés du Préfet des Bouches-du-Rhône, décision de la nomination  
du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif de Marseille,  
Avis d'enquête publique**



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le 14 SEP. 2020

Affaire suivie par : Mme MOUGENOT

n° 2020-320-MED

☎ : 04.84.35.42.64

✉ : [marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr)

**ARRÊTÉ**

**portant mise en demeure, à l'encontre de la société NAPHTACHIMIE,  
en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement,  
de régulariser la situation administrative de ses installations qu'elle exploite à Martigues - Lavéra,  
en particulier de l'unité d'extraction de butadiène.**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-7, L171-8, L172-1, L511-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 1/1971 du 15 mai 1972 autorisant la société anonyme NAPHTACHIMIE à établir dans l'enceinte de son complexe chimique de Martigues-Lavéra un troisième atelier d'extraction de butadiène ;

**Vu** le dossier daté de décembre 2013 de la société NAPHTACHIMIE transmis le 30 janvier 2014 à la DREAL PACA visant à augmenter la capacité de production annuelle de l'unité Butadiène III ;

**Vu** le courrier du Préfet en date du 17 mai 2016 invitant la société NAPHTACHIMIE à déposer un dossier d'autorisation ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 13 août 2020 ;

**Vu** l'avis du sous-préfet d'Istres en date du 17 août 2020 ;

**Vu** le courrier et le projet d'arrêté notifiés le 21 août 2020 à l'exploitant ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral n° 1/1971 du 15 mai 1972 fixe la capacité annuelle de production de l'unité d'extraction de butadiène dite unité « Butadiène III » à 80 000 tonnes environ ;

**Considérant** que la capacité annuelle de production de cette unité est régulièrement dépassée depuis de nombreuses années, jusqu'à 60 % au cours de l'année 1997 ;

**Considérant** dès lors que la société NAPHTACHIMIE ne respecte pas les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 15 mai 1972 ;

**Considérant** que ces installations peuvent être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** en particulier que le principal impact de cette unité d'extraction du butadiène est lié aux émissions de 1,3 butadiène qui est un produit classé cancérigène, mutagène et reprotoxique ;

**Considérant** que le butadiène est présent dans l'atmosphère et participe de manière significative à l'impact sanitaire de la population riveraine ;

**Considérant** que l'étude ERS dite « de zone » de 2011 qui évaluait les risques sanitaires liés aux rejets de la zone industrielle de Lavéra-La Mède montrait un excès de risque cancérigène global significatif par inhalation notamment vis-à-vis du 1,3 butadiène ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société NAPHTACHIMIE de régulariser sa situation administrative ;

**Considérant** qu'à défaut de régulariser sa situation administrative, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NAPHTACHIMIE de respecter les prescriptions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 15 mai 1972 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Bouches du Rhône ;**

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

La Société NAPHTACHIMIE dont le siège social est situé avenue d'Auguette - Ecopolis Lavéra sud - LAVERA 13117, est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite à Martigues-Lavéra, de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale conformément à l'article R181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- en respectant les dispositions par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 15 mai 1972 susvisé fixant la capacité annuelle de production de son unité d'extraction de butadiène.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale, ce dossier doit être déposé dans un délai de **neuf mois**. L'exploitant fournit dans un délai de **deux mois** les éléments justificatifs du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour le respect des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 15 mai 1972 susvisé, le respect de la capacité annuelle de production doit être **effectif le 31 décembre 2020**. L'exploitant communique dans un délai de **deux mois** les mesures prévues pour respecter la capacité annuelle de production fixée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 15 mai 1972 susvisé au regard notamment du niveau de production déjà atteint.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### ARTICLE 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille (24 rue Breteuil 13006 Marseille), qui peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessibles à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou affichage de ces décisions.

### ARTICLE 4

Le présent arrêté sera notifié à la société NAPHTACHIMIE et publié sur le site internet du département des Bouches-du-Rhône.

### ARTICLE 5

- La Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de la commune de Martigues,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

14 SEP. 2020

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale

Juliette TRIGNAT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

13/10/2022

N° E22000085 /13

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

**Décision désignation commission ou commissaire**

Vu enregistrée le 29/09/2022, la lettre par laquelle le Préfet des Bouches-du-Rhône demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la modification des conditions d'exploitation et augmentation de la capacité de l'unité Butadiène III de l'usine implantée à Lavéra sur la commune de Martigues par la Sté Naphtachimie.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants.

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Monsieur Julien Lagier est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

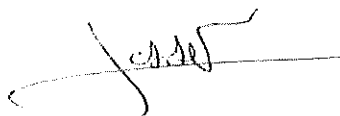
**ARTICLE 2** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3** : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône et à Monsieur Julien Lagier.

Copie en sera adressée à la société Naphtachimie.

Fait à Marseille, le 13/10/2022

La Première Vice-Présidente,



Muriel JOSSET



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le 25 OCT. 2022

Affaire suivie par : Mme MOUGENOT  
N° 2021-267-A

☎ : 04.84.35.42.64

✉ : [marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr)

**ARRETE**

**portant ouverture et organisation d'une enquête publique  
relative à la demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées  
pour la protection de l'environnement formulée par la société NAPHTACHIMIE  
en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur  
son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues**

**VU** le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup>, Chapitre II, notamment ses articles L511-1 et L511-2,

**VU** le Code de l'Environnement, Livre I, Titre II, Chapitre III, notamment ses articles L123-3 à L123-15 et R123-2 à R123-21,

**VU** le Code des Relations entre le Public et l'Administration,

**VU** la demande présentée en préfecture en date du 17 juin 2021, complétée les 28 février et 7 juillet 2022, par laquelle la société NAPHTACHIMIE sollicite une autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues,

**VU** le dossier annexé à cette demande et notamment l'étude d'impact,

**VU** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 23 septembre 2022,

**VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 23 septembre 2022 relatif à la recevabilité du dossier,

**VU** la décision n° E22000085/13 du Président du Tribunal Administratif de Marseille en date du 13 octobre 2022, donnant nomination d'un commissaire enquêteur,

**VU** la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaires enquêteurs pour l'année en cours,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrites par les dispositions réglementaires susvisées,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1er : objet de l'enquête**

Il sera procédé du **jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus** sur le territoire des communes de **Martigues et Port-de-Bouc**, à une **enquête publique** au sujet de la demande formulée par la société **NAPHTACHIMIE** dont le siège social est situé avenue d'Auguette – Zone Ecopolis Sud - Lavéra Sud à Martigues, en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues.

Le projet consiste à régulariser la situation administrative encadrant l'extraction de butadiène sur le site et porter la capacité annuelle autorisée de production de butadiène de 80 000 tonnes à 135 000 tonnes, soit une augmentation de 55 000 tonnes par an par rapport à la situation antérieure.

### **ARTICLE 2 : Désignation du commissaire enquêteur**

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :

**Monsieur Julien LAGIER**  
**Ingénieur EDF/GDF à la retraite**

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par la présidente du tribunal administratif, ou le conseiller délégué par lui, et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

### **ARTICLE 3 : Déroulement de l'enquête**

#### **3.1 Consultation du dossier**

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 23 septembre 2022 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Martigues>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillances dans les établissements classés SEVESO, des données sensibles pour la sécurité, ne peuvent être ni communiquées, ni diffusées mais sont consultables dans les conditions prévues par l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.64, et, le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

### 3.2 Propositions et observations

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en **mairies de Martigues et Port-de-Bouc**, pendant les horaires habituels d'ouverture, durant 33 jours, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, et consigner directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de :

- **Martigues**, Direction de l'Urbanisme, avenue Louis Sammut, 13500 Martigues.

- **Port-de-Bouc**, Hôtel de Ville, Service Urbanisme Foncier, Cours Landriven, 13110 Port-de-Bouc.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de **Martigues**, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques peuvent-être transmises :

- par voie électronique sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/4295>

- par courriel à l'adresse **enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr**

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

**\* en mairie de Martigues, à l'adresse précitée**

- le jeudi	5 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le mardi	10 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le jeudi	19 janvier 2023	de	13h30 à 16h30
- le mardi	24 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le lundi	6 février 2023	de	13h30 à 16h30 (fin de l'enquête)

**\* en mairie de Port-de-Bouc, à l'adresse précitée**

- le vendredi	6 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le jeudi	12 janvier 2023	de	13h30 à 16h30
- le vendredi	3 février 2023	de	8h30 à 11h30

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2<sup>ème</sup> alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 4 : information du public**

Un avis reprenant les indications mentionnées à l'article R123-9 du Code de l'Environnement sera affiché par les soins des maires, dont une partie du territoire est inclus dans le rayon de 3 km autour de l'établissement, à savoir de **Martigues et Port-de-Bouc**, **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de l'enquête.

Ces formalités devront être attestées par un certificat des Maires concernés.

Cet avis sera en outre, par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, inséré dans "**La Provence**" et "**La Marseillaise**" (édition des Bouches-du-Rhône), **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête et **rappelé dans les huit premiers jours**.



Cet avis sera publié sur le site internet de la préfecture, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et également pendant toute sa durée.

Enfin, ce même avis sera affiché par le demandeur, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, suivant les caractéristiques et les dimensions fixées par arrêté ministériel du 9 septembre 2021, quinze jours avant l'ouverture de l'enquête.

#### **ARTICLE 5 : Clôture du registre d'enquête**

À l'expiration du délai d'enquête, les registres seront mis à la disposition du commissaire enquêteur, et clos par lui.

Il examinera les observations recueillies et entendra toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que le demandeur lorsque celui-ci en fait la demande.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Conformément aux dispositions de l'article R123-19 du Code de l'Environnement, il établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, puis consignera dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, Le commissaire enquêteur transmet au Préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif.

#### **ARTICLE 6 : Rapport et conclusions d'enquête**

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, seront adressées, dès leur réception par le Préfet des Bouches-du-Rhône, au pétitionnaire et au responsable du projet.

Copies du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, ainsi que les observations éventuelles en réponse du demandeur, seront adressées en mairies de **Martigues et Port-de-Bouc**, pour y être sans délai tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance des documents précités, en mairies concernées, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

#### **ARTICLE 7 : Décisions prises au terme de l'enquête**

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

#### **ARTICLE 8 : Personne responsable du projet**

La personne responsable du projet est Mme Blandine MOURA – Responsable Environnement Naphachimie  
tél : 04.42.42.70.36 courriel : [blandine.moura@naphtachimie.com](mailto:blandine.moura@naphtachimie.com)

#### ARTICLE 9 : Exécution

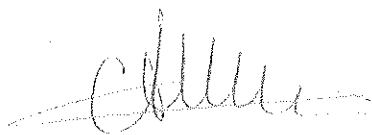
- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Martigues,
- Le Maire de Port-de-Bouc,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur
- et le Commissaire Enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le

25 OCT. 2022

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général-Adjoint



Anne LAYROLLE



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux  
Réglementés pour la Protection des Milieux**

Marseille, le 07 NOV. 2022

Affaire suivie par : Mme MOUGENOT

N° 2021-267-A

☎ : 04.84.35.42.64

✉ : [marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:marion.mougenot@bouches-du-rhone.gouv.fr)

**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

**relatif à demande d'autorisation formulée par la société NAPHTACHIMIE  
en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur  
son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues**

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 25 octobre 2022, il sera procédé, du **jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus** sur le territoire des communes de **Martigues et Port-de-Bouc**, à une **enquête publique** au sujet de la demande formulée par la société **NAPHTACHIMIE** dont le siège social est situé avenue d'Auguette – Zone Ecopolis Sud - Lavéra Sud à Martigues, en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues.

Le projet consiste à régulariser la situation administrative encadrant l'extraction de butadiène sur le site et porter la capacité annuelle autorisée de production de butadiène de 80 000 tonnes à 135 000 tonnes, soit une augmentation de 55 000 tonnes par an par rapport à la situation antérieure.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur **Monsieur Julien LAGIER, Ingénieur EDF/GDF à la retraite**

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 23 septembre 2022 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Martigues>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillances dans les établissements classés SEVESO, des données sensibles pour la sécurité, ne peuvent être ni communiquées, ni diffusées mais sont consultables dans les conditions prévues par l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.64, et, le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

9

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en **mairies de Martigues et Port-de-Bouc**, pendant les horaires habituels d'ouverture, durant 33 jours, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, et consigner directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de :

- **Martigues**, Direction de l'Urbanisme, avenue Louis Sammut, 13500 Martigues.

- **Port-de-Bouc**, Hôtel de Ville, Service Urbanisme Foncier, Cours Landriven, 13110 Port-de-Bouc.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de **Martigues**, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques peuvent-être transmises :

- par voie électronique sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/4295>

- par courriel à l'adresse [enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr)

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

**\* en mairie de Martigues, à l'adresse précitée**

- le jeudi	5 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le mardi	10 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le jeudi	19 janvier 2023	de	13h30 à 16h30
- le mardi	24 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le lundi	6 février 2023	de	13h30 à 16h30 (fin de l'enquête)

**\* en mairie de Port-de-Bouc, à l'adresse précitée**

- le vendredi	6 janvier 2023	de	8h30 à 11h30
- le jeudi	12 janvier 2023	de	13h30 à 16h30
- le vendredi	3 février 2023	de	8h30 à 11h30

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2<sup>ème</sup> alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

La personne responsable du projet est Mme Blandine MOURA – Responsable Environnement Naphachimie

tél : 04.42.42.70.36 courriel : [blandine.moura@naphtachimie.com](mailto:blandine.moura@naphtachimie.com)

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 11 janvier 2023

Pour le Préfet,  
Le chef de bureau

GILLES BERTOTIY

## **ANNEXE 2**

**Publicité de l'enquête publique : Presse, certificats d'affichage des  
Mairies, communication sites web Mairies**

## ACTUALITÉ LOCALE

## RÉGION

## La conférence des imams finalement annulée

Cela a été le feuilleton de fin de semaine à Avignon et ses environs. Après avoir été ajournée fin novembre, sous la pression des pouvoirs publics, la conférence polémique de trois imams, qui se prévalait initialement du soutien d'une association dissoute pour proximité avec l'islamisme radical, devait se tenir ce dimanche à Cabannes (Nord des Bouches-du-Rhône) dans une salle privée dont l'emplacement a été révélé vendredi soir. Finalement, « pour des raisons de sécurité », le propriétaire

de la salle et l'organisateur, l'association D'elc ont renoncé. Il faut dire que depuis le début de l'affaire, l'extrême droite est surmobilisée pour faire annuler ce qu'elle considère comme un événement islamiste. Le numéro du propriétaire de la salle a ainsi été publiquement diffusé par Damien Rieu, membre influent de la fachosphère. De son côté, la préfecture de Vaucluse a, par deux fois, fait prévaloir « la liberté de réunion » pour ne pas prononcer « d'interdiction administrative » mais avait averti les organisateurs de poursuites judiciaires en « cas de propos contraires aux valeurs de la république et pénalement condamnables ».

## JUSTICE

## Les chevaux d'une ferme-laboratoire en boucheries

Strictement exclus de la consommation humaine, des chevaux réformés d'une ferme-laboratoire de Sanofi-Pasteur avaient pourtant terminé en boucheries : dans ce vaste dossier de fraude à la viande chevaline, 25 prévenus sont jugés à partir de lundi devant le tribunal correctionnel de Marseille. « Tromperie sur la qualité substantielle d'une marchandise », « faux dans un document administratif », entre autres chefs de

renvoi. Pendant trois semaines, marchands de bestiaux, grossistes en viandes et vétérinaires vont devoir s'expliquer sur ces « pratiques frauduleuses de grande ampleur » relevées par la juge d'instruction en charge de ce dossier au pôle de santé publique de Marseille. Sur le banc des parties civiles, les victimes : Sanofi-Pasteur ; mais aussi l'ordre national des vétérinaires, des associations de consommateurs et des bouchers. D'après l'enquête, un grossiste en viande marbonnaise aurait falsifié les documents d'authentification pour vendre la viande des chevaux une fois abattus, pour qu'elle finisse dans les rayons des boucheries.

## ANNONCES LÉGALES

## BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74  
annonceslegales@lamarseillaise.fr

## Vie des sociétés

## DISSOLUTION

**SAINTE MARTHE PNEUS**  
SASU au capital de 1000 euros  
Siège social : 77 RUE PEYSSONNEL  
13003 MARSEILLE  
N° 898 992 409 RCS MARSEILLE

Le 31/07/2022, L'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/07/2022. Monsieur OULD BABA ALI Chakib demeurant idem siège, a été nommé liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé chez le liquidateur au 77 RUE PEYSSONNEL, 13003 MARSEILLE. Mention sera faite au RCS de MARSEILLE.

2023/01/09

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée :  
LE FOURNIL DU LYCEE

**Capital social :** 1000 euros  
**Siège social :** 344 RHIN ET DANUBE 13127 VITORRES  
**Objet :** Boulangerie, Pâtisserie, restauration rapide sur place et à emporter, traitement événementiel  
**Président :** Madame El Akkhouane Fatima demeurant : rue Jean Giono, les raumettes Bat E3 - 13700 MARIGNANE  
**Clauses d'agrément :** Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.  
**Clauses d'admission :** Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.  
**Durée de la société :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Salon de Provence

2023/01/07

## AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP du 2 janvier 2023, il a été constitué une SARL dénommée :

**ROTISSERIE 2T**  
**Objet social :** Fabrication et ventes de plats cuisinés, rotiisserie, petite restauration ambulante, sur emplacements privé (particuliers-entreprises) et dans lieu fixe  
**Siège social :** 398 AV DE LATITRE DE TASSIGNY RES CARRE NOSTRA 13300 SALON DE PROVENCE  
**Capital :** 6 000 euros  
**Co-Gérance :** Taylor RAPICAULT demeurant 4 Route D17 Les plantiers d'en haut 13930 AUREILLE et Tom LAQUARDERE demeurant 398 AV DE LATITRE DE TASSIGNY RES CARRE NOSTRA 13300 SALON DE PROVENCE  
**Durée :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SALON DE PROVENCE

2023/01/09

## CHANGEMENT DE GÉRANT

**LE KING**  
SARL au capital de 1000 euros  
Siège social : 8 RUE BIR HAKEIM 13001 MARSEILLE  
N° 840 711 688 RCS  
L'AGE du 20/12/2022, a nommé en qualité de Gérant, Mr AFIFI WALEED SAYED EVAM MOHAMED demeurant RUE DE L'ARC N° 7 MARSEILLE 13001 en remplacement de Mr ALI AHMED MOHAMED démissionnaire, à compter du 01/01/2023.  
Mention au RCS de MARSEILLE.

2023/01/09

Un service client  
à l'écoute et disponible  
04 91 57 75 74

annonceslegales@lamarseillaise.fr

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT  
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à demande d'autorisation formulée par la société  
NAPHACHIMIE  
en vue de la régularisation de la capacité de production de  
l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la  
commune de Martigues

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 25 octobre 2022, il sera procédé, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus sur la commune de Martigues et Port-de-Bouc, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société NAPHACHIMIE dont le siège social est situé avenue d'Angoulême - Zone Ecopôle Sud - Lavéra Sud à Martigues, en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues. Le projet consiste à régulariser la situation administrative encadrant l'extraction de butadiène sur le site et porter la capacité annuelle autorisée de production de butadiène de 80 000 tonnes à 135 000 tonnes, soit une augmentation de 55 000 tonnes par an par rapport à la situation antérieure.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Julien LAGIER, ingénieur EDF/GDF à la retraite. Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>. Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'Autorité Environnementale en date du 23 septembre 2022 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique. Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable. Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l'Environnement-ICPE/Installations-Classes-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrières-et-Geothermie/Martigues>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillance dans les établissements classés SEVESO, des données sensibles pour la sécurité ne peuvent être ni communiquées, ni diffusées mais sont consultables dans les conditions prévues par l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement (DCLÉ), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BIRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.84, et, le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en mairies de Martigues et Port-de-Bouc, pendant les horaires habituels d'ouverture, durant 33 jours, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, et consigner directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de :

- Martigues, Direction de l'Urbanisme, avenue Louis Sammut, 13500 Martigues.
- Port-de-Bouc, Hôtel de Ville, Service Urbanisme Foncier, Cours Landivini, 13110 Port-de-Bouc.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Martigues, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques peuvent être transmises :

- par voie électronique sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/4295>
- par courriel à l'adresse [enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr)

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête

(article R123-13 du code de l'environnement). Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé. Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après. Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

- \* en mairie de Martigues, à l'adresse précitée
- le jeudi 5 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le mardi 10 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le jeudi 19 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le mardi 24 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le lundi 6 février 2023 de 13h30 à 16h30 (fin de l'enquête)

- \* en mairie de Port-de-Bouc, à l'adresse précitée
- le vendredi 6 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le jeudi 12 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le vendredi 3 février 2023 de 8h30 à 11h30

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2° ainsi que des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête. La personne responsable du projet est Mme Blandine MOURA - Responsable Environnement Naphachimie - tél : 04.42.42.70.36 courriel : [blandine.moura@naphachimie.com](mailto:blandine.moura@naphachimie.com) L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 7 novembre 2022  
Pour le Préfet,  
Le chef de bureau  
SIGNÉ  
Gilles BERTOTY

2022/11/07

## Vie des sociétés

## CESSION DE DROIT AU BAIL

Suivant acte SSP du 10/11/2022, enregistré le 30/11/2022 au SIE de MARSEILLE, ALLO COUSCOUS, SOCIÉTÉ AU CAPITAL de 1000 euros, dont le siège social est RUE D'ITALIE N°21 13006 MARSEILLE. Immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 790 255 251 a cédé à Monsieur YAHIAOUI YOUSSEF demeurant au DOMAINE VENTRE N°24 MARSEILLE 13001 le droit au bail du fonds de commerce de CESSION DROIT AU BAIL qu'il exploitait à "adresse du fonds" sous l'enseigne "ALLO COUSCOUS" : RUE D'ITALIE N°21 13006 MARSEILLE. Cette vente a été consentie au prix de 6000,00 euros, avec entrée en jouissance au 02 janvier 2023.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, sous peine de forclusion ou d'irrecevabilité, dans les 10 (dix) jours de la dernière en date des publications légales, au siège du fonds vendu adresse idem siège.

2023/01/19

annonces-legales.lamarseillaise.fr

## ANNONCES LEGALES



### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF À DEMANDE D'AUTORISATION FORMULÉE  
 PAR LA SOCIÉTÉ NAPTACHIMIE  
 EN VUE DE LA RÉGULARISATION DE LA CAPACITÉ  
 DE PRODUCTION DE L'UNITÉ DE BUTADIÈNE III SUR SON SITE  
 EXISTANT À LAVERA SUR LA COMMUNE DE MARTIGUES

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 25 octobre 2022, il sera procédé, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus sur le territoire des communes de Martigues et Port-de-Bouc, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société NAPTACHIMIE dont le siège social est situé avenue d'Auguste - Zone Ecoparc Sud - Lezère Sud à Martigues, en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavera sur la commune de Martigues.

Le projet consiste à régulariser la situation administrative encadrant l'exploitation de butadiène sur le site et porter la capacité annuelle autorisée de production de butadiène de 60 000 tonnes à 135 000 tonnes, soit une augmentation de 55 000 tonnes par an par rapport à la situation antérieure.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Julien LAGIER, Ingénieur EDF/GDF à la retraite.

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 23 septembre 2022 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DAE) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-Environnementales/Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l'Environnement-ICPE/Installations-Classes-sous-ses-autorisations-et-enregistrement-Carrières-et-Geologie/Martigues>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillance dans les établissements classés SEVESO, des données sensibles pour la sécurité, ne peuvent être ni communiquées, ni diffusées mais sont consultables dans les conditions prévues par l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017.

Dès la publication de l'acte d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13082 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement (DCL), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BIPRPM), téléphone 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.64, et le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et parafés par le commissaire enquêteur, restont déposés aux mairies de Martigues et Port-de-Bouc, pendant les horaires habituels d'ouverture, durant 33 jours, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, et consigner directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de :  
 - Martigues, Direction de l'Urbanisme, avenue Louis Sammut, 13500 Martigues  
 - Port-de-Bouc, Hôtel de Ville, Service Urbanisme Foncier, Cour Landrillon, 13110 Port-de-Bouc.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Martigues, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques peuvent être transmises :  
 - par voie électronique sur le site internet  
<https://www.registre-dematerialise.fr/4295>  
 - par courriel à l'adresse [enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr)

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale sont consultables au siège de l'enquête (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé.

Les observations du public sont consultables et communicables aux fins de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

- en mairie de Martigues, à l'adresse précitée
- le jeudi 5 janvier 2023 de 9h30 à 11h30
- le mardi 10 janvier 2023 de 9h30 à 11h30
- le jeudi 19 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le mardi 24 janvier 2023 de 9h30 à 11h30
- le lundi 6 février 2023 de 13h30 à 16h30 (fin de l'enquête)

- en mairie de Port-de-Bouc, à l'adresse précitée
- le vendredi 6 janvier 2023 de 9h30 à 11h30
- le jeudi 12 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le vendredi 3 février 2023 de 9h30 à 11h30

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2ème alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations émanées en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

La personne responsable du projet est Mme Blandine MOURA - Responsable Environnement Naptachimie tél : 04.42.42.70.36 courriel : [blandinne.moura@naptachimie.com](mailto:blandinne.moura@naptachimie.com)

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 7 novembre 2022  
 Pour le Préfet,  
 Le chef de bureau  
 SIGNÉ  
 Gilles BERTOTIER

287063

SELARLEMEDECINDRNGUYENANH DUC  
 SELARLEMEDECINDRNGUYENANH DUC  
 Siège social : 12 AVENUE JEAN LAURES  
 13700 MARIIGNANE  
 RCS AIX-EN-PROVENCE 833 289 837

En date du 24/10/2022, l'associé unique a décidé le transfert du siège social à compter du 24/10/2022 et de modifier l'article 4 ET 4BIS des statuts comme suit :  
 Ancienne mention : le siège social de la société est fixé au 12 AVENUE JEAN LAURES, 13700 MARIIGNANE.  
 Nouvelle mention : le siège social de la société est fixé au 1 AVENUE DU Général DE GAULLE, 13700 MARIIGNANE.  
 L'inscription modificative sera portée au RCS AIX-EN-PROVENCE tenue par le greffe du tribunal.

NGUYENANH DUC

### VIE DES SOCIÉTÉS

281153

Par acte SSP du 04/01/2023, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : LA VUAZ Objet social : l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la propriété, l'administration, l'exploitation par bail, la mise en location, de tous droits et biens immobiliers, tous terrains, dont elle pourra devenir propriétaire, usufructaire ou, non-propriétaire, par acquisition, par voie de location, sous-location ou autrement. Siège social : 1835 Chemin des Saintes Pères 13090 Aix-en-Provence. Capital : 1000€ Durée : 99 ans Cession : Mme VERTHY Jeanne-Marie, demeurant 1835 Chemin des Saintes Pères 13090 Aix-en-Provence Clause d'agrément : Toutes les cessions ou transmissions de parts sociales, à titre onéreux ou gratuit, y compris par voie de succession ou liquidation de communauté entre époux, ou transmissions consécutives soit à leur répartition par une personne morale associée, soit à un apport consenti à un associé, sont encore et suite de l'absorption d'une personne morale associée, ne pourront avoir lieu qu'avec le consentement des associés représentant au moins les deux-tiers (2/3) des parts sociales Immatriculation au RCS d'Aix-en-Provence

### APPEL D'OFFRES

280327



### AVIS D'ATTRIBUTION

MAÎTRE D'OUVRAGE :  
 Société Française Habitations Economiques (SFHELM)  
 1175 Petite Route des Mées - CS 40650  
 13457 Aix-en-Provence - Cedex 4 Téléphone : 04 13 57 04 30 - Télécopie : 04 13 57 04 84

PROCÉDURE :  
 Marché de services passé selon une procédure formalisée conformément à l'article R124-1 du Code de la Commande Publique : Appel d'offres ouvert et à l'adoption du Journal Officiel de l'Union Européenne. Le présent marché prend la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 600 000 euros HT, selon l'article R124-2 alinéa 2 du Code de la Commande Publique.

OBJET DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT :  
 Le présent marché concerne la passation d'un accord cadre à bons de commande aléatoire et mono-attributaire relatif à la réalisation de mise en copropriété, à la réalisation d'ASL, AFUL, et ASP et à la division de propriété portant sur une partie du patrimoine de la SFHE.

LE MARCHÉ EST DÉCOMPOSÉ EN DEUX LOTS TECHNIQUES, DIVISÉS POUR CHACUN D'ENTRE EUX EN TROIS LOTS GÉOGRAPHIQUES :  
 - Lot 1A : Mise en copropriété - Dpt 1384 - Agence d'Aix-en-Provence  
 - Lot 1B : Mise en copropriété - Dpt 3034 - Agence de Nîmes et Montpellier  
 - Lot 1C : Mise en copropriété - Dpt 83 - Agence de Toulon  
 - Lot 2A : Réalisation d'ASL, AFUL, ASP, division parcellaire avec bornage et division en volume - Dpt 1384 - Agence d'Aix-en-Provence  
 - Lot 2B : Réalisation d'ASL, AFUL, ASP, division parcellaire avec bornage et division en volume - Dpt 3034 - Agence de Nîmes et Montpellier  
 - Lot 2C : Réalisation d'ASL, AFUL, ASP, division parcellaire avec bornage et division en volume - Dpt 83 - Agence de Toulon

#### INFORMATIONS SUR L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ :

LOT N°1A :  
 Nom et adresse de l'opérateur économique auquel le marché a été attribué : GEOSAT SELAS - 260 Avenue Coprandy - 83210 LA FARLEDE  
 Valeur maximale du marché : 600 000 € HT  
 Date d'attribution du marché : 15/12/2022

LOT N°1B :  
 GEOSAT SELAS - 260 Avenue Coprandy - 83210 LA FARLEDE  
 Valeur maximale du marché : 600 000 € HT  
 Date d'attribution du marché : 15/12/2022

LOT N°1C :  
 GEOSAT SELAS - 260 Avenue Coprandy - 83210 LA FARLEDE  
 Valeur maximale du marché : 600 000 € HT  
 Date d'attribution du marché : 15/12/2022

LOT N°2A :  
 Nom et adresse de l'opérateur économique auquel le marché a été attribué : GEOSAT SELAS - 260 Avenue Coprandy - 83210 LA FARLEDE  
 Valeur maximale du marché : 600 000 € HT  
 Date d'attribution du marché : 15/12/2022

LOT N°2B :  
 Nom et adresse de l'opérateur économique auquel le marché a été attribué : GEOSAT SELAS - 260 Avenue Coprandy - 83210 LA FARLEDE  
 Valeur maximale du marché : 600 000 € HT  
 Date d'attribution du marché : 15/12/2022

LOT N°2C :  
 Nom et adresse de l'opérateur économique auquel le marché a été attribué : GEOSAT SELAS - 260 Avenue Coprandy - 83210 LA FARLEDE  
 Valeur maximale du marché : 600 000 € HT  
 Date d'attribution du marché : 15/12/2022

275914

RETROUVEZ  
 TOUS LES  
**MERCREDIS**  
 NOTRE  
 RENDEZ-VOUS  
**VENTES**  
**AN ENCHÈRES**

287007



### AVIS D'ATTRIBUTION

COMMUNE DES SAINTES MARIES DE LA MER

Mme Christelle ALLET - Maire  
 Hôtel de Ville  
 Rue de la République  
 13450 Saintes-Maries-de-la-Mer  
 tél : [correspondre@smm-france.com](mailto:correspondre@smm-france.com)  
 web : <http://www.saintesmaries.fr>  
 SIRET 21130096700018

OBJET : Travaux d'aménagement du square du pont du mort

RÉFÉRENCE ACHETEUR : 2022MAPA13

NATURE DU MARCHÉ : Travaux

PROCÉDURE adaptée

ATTRIBUTION DU MARCHÉ

LOT N° 1 - voir réseaux  
 Nombre d'offres reçues : 3  
 Date d'attribution : 15/12/22  
 Marché n° : 2022mapa13  
 groupement Bréjeu Védigne / Sols / Masoni, 21 avenue Frédéric Mistral, 84102 Orange

Montant indéfini

LOT N° 2 - ouvrage d'art

Ce lot a été déclaré INEFFICACE.

LOT N° 3 - espaces verts

Nombre d'offres reçues : 3

Date d'attribution : 22/12/22

Marché n° : 2022mapa13

caudat payables, 6 rue domienne, 30300 Jonquieres saint vincent

Montant indéfini

ENVOI LE 02/01/23 à la publication

Pour retrouver cet avis intégral, allez sur

<http://www.ajppm-marches-publics.info>

287069



### AVIS D'ATTRIBUTION

COMMUNE DES SAINTES MARIES DE LA MER

Mme Christelle ALLET - Maire  
 Hôtel de Ville  
 Rue de la République  
 13450 Saintes-Maries-de-la-Mer  
 tél : [correspondre@smm-france.com](mailto:correspondre@smm-france.com)  
 web : <http://www.saintesmaries.fr>  
 SIRET 21130096700018

OBJET : acquisition d'une pelle mécanique.

RÉFÉRENCE ACHETEUR : 2022MAPA12

NATURE DU MARCHÉ : Fournitures

PROCÉDURE ADAPTÉE

Classification CPV :

Principale : 43261000 - Pelles mécaniques

ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Nombre d'offres reçues : 5

Date d'attribution : 22/12/22

Marché n° : 2022mapa12

Payant, 45 route de savelle, 39420 Domene

Montant indéfini

ENVOI LE 02/01/23 à la publication

Pour retrouver cet avis intégral, allez sur

<http://www.ajppm-marches-publics.info>

237048



### RÉSULTAT DE MARCHÉ

POUVOIR ADJUDICATEUR  
 Société Française des Habitations Economiques (SFHE)  
 Yvels Mehdi  
 13547 Aix en Provence Cedex 4  
 Tel : 03 415570466, E-mail : [yvels.mehdi@sfhe.fr](mailto:yvels.mehdi@sfhe.fr)  
 Adresse internet : [www.marches-secures.fr](http://www.marches-secures.fr)

OBJET DU MARCHÉ  
 RELANCE DES LOTS 1 ET 3 DU MARCHÉ DE TRAVAUX RELATIF À LA RÉHABILITATION DE LA RÉSIDENCE " PUECH DES MICOCOULIERS " SITUÉE À NÎMES (30000).

#### CARACTÉRISTIQUES

Type de procédure :

Procédure adaptée - ouverte

Date de clôture :

Vendredi 30 septembre 2022 - 12:30

Informations sur l'attribution du marché

Marché attribué par lots.

LOT N° 1 : Infrastructure

Intitulé : Démolition - Gros oeuvre - Clôture

LOT N° 3 : attribué

Intitulé : Menuiseries et volets PVC - Vitrerie

Nom et adresse de l'opérateur économique auquel le marché a été attribué

OXXO EVOLUTION, 3 Route de Jaligny, 71250, CLUNY, FRANCE.

Informations sur le montant du marché

Montant (F.T.) :

382339 euros

Informations sur la sous-traitance

Pas de sous-traitance.

Date d'attribution du marché :

20 décembre 2022

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

26 décembre 2022

AR



## ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES  
RÉGULIÈRES À PUBLICER PAR ANNONCE PRÉFECTORALE

## BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 76 74  
annonceslegales@lamarseillaise.frDIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGACITÉ ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relatif à demande d'autorisation formulée par la société  
NAPHTACHIMIE  
en vue de la régularisation de la capacité de production de  
l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la  
commune de Martigues

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 25 octobre 2022, il sera procédé, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus sur le territoire des communes de Martigues et Port-de-Bouc, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société NAPHTACHIMIE dont le siège social est situé avenue d'Auguste - Zone Ecopôle Sud - Lavéra Sud à Martigues, en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra sur la commune de Martigues.

Le projet consiste à régulariser la situation administrative encadrant l'extraction de butadiène sur le site et porter la capacité annuelle autorisée de production de butadiène de 80 000 tonnes à 135 000 tonnes, soit une augmentation de 55 000 tonnes par an par rapport à la situation antérieure.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Julien LACHER, Ingénieur EDF/GDF à la retraite. Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>. Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 23 septembre 2022 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable. Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE), est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l'Environnement-ICPE/Installations-Classes-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrières-et-Geothermie/Martigues>

Dans le cadre de la protection contre la commission d'actes de malveillances dans les établissements classés SEVESO, des données sensibles pour la sécurité, ne peuvent être ni communiquées, ni diffusées mais sont consultables dans les conditions prévues par l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légacité et de l'Environnement (DCLÉ), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BTRPM), téléphones 04.94.35.42.60 ou 04.94.35.42.64, et le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en mairies de Martigues et Port-de-Bouc, pendant les horaires habituels d'ouverture, durant 33 jours, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, et consigner directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de :

- Martigues, Direction de l'Urbanisme, avenue Louis Sammut, 13500 Martigues.
- Port-de-Bouc, Hôtel de Ville, Service Urbanisme Foncier, Cours Landivon, 13110 Port-de-Bouc.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Martigues, siège de l'enquête. Ces mêmes remarques peuvent être transmises :

- par voie électronique sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/4295>
- par courriel à l'adresse [enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr)

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale sont consultables au siège de l'enquête (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé. Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-après. Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

- \* en mairie de Martigues, à l'adresse précitée
- le jeudi 5 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le mardi 10 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le jeudi 19 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le mardi 24 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le lundi 6 février 2023 de 13h30 à 16h30 (fin de l'enquête)

- \* en mairie de Port-de-Bouc, à l'adresse précitée

- le vendredi 6 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le jeudi 12 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le vendredi 3 février 2023 de 8h30 à 11h30

La commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2<sup>ème</sup> alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête. La personne responsable du projet est Mme Blandine MOURA - Responsable Environnement Naphachimie - tél : 04.42.42.70.36 courriel : [blancine.moura@naphachimie.com](mailto:blancine.moura@naphachimie.com). L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 7 novembre 2022

Pour le Préfet,

Le chef de bureau

SIGNÉ

Gilles BERTOTHY

20220431

## Vie des sociétés

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée :  
LS TRANSPORTS

Capital social : 6000 euros.

Siège social : 8 rue Raoul Foilleure Logirem Bât A 13090 AIX EN PROVENCE

Objet : Activités Transport de marchandises par le moyen de véhicule de moins de 375 tonnes/commissionnaire de transport, organisation de transports.

Président : Mr LAIDI Sémy domicilié Idem siège. Admission aux assemblées et participations aux décisions : tout associé peut participer aux décisions collectives. Droit de vote une action donne droit à une voix. Transmission d'actions à un tiers est soumise à l'agrément de la collectivité des associés.

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de AIX EN PROVENCE.

20220477

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée :  
Le babouin

Capital social : 1000 euros.

Siège social : RD 568 la Palunette 13220 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

Objet : Food truck

Président : Mme DORSEMAIN Ludvine domiciliée Idem siège. Admission aux assemblées et participations aux décisions : tout associé peut participer aux décisions collectives. Droit de vote une action donne droit à une voix. Transmission d'actions à un tiers est soumise à l'agrément de la collectivité des associés.

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de AIX EN PROVENCE.

20220473

## TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

LES BELLES IMAGES PRODUCTION

SASU au capital de 7 500 euros  
15 CHEMIN DU PEBRAIRE 13820 ENSUES LA REDONNE  
099590047 RCS AIX

PV DECISION ASSOCIE UNIQUE a décidé de transférer le siège social au 17 CHEMIN DU PEBRAIRE 13820 ENSUES LA REDONNE à compter du 18/12/22. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence. Mention en sera faite au RCS de AIX.

20220472

## DISSOLUTION

L'AGE du 30/09/2022 La SASU S.C.A 277 Impasse des frères 13420 Gemenos RCS Marseille 907 494 280 a décidé la dissolution de la société, a nommé Monsieur LAGRE Charly domicilié Idem siège en qualité de liquidateur et a fixé le siège de liquidation au siège

20220473

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGACITÉ ET DE  
L'ENVIRONNEMENTAVIS DE CONSULTATION  
DU PUBLIC

Société Les 4 Tours à Venelles

En exécution de l'arrêté du Préfet du 29 novembre 2022, il sera procédé sur le territoire de la commune de Venelles et d'Aix-en-Provence, à une consultation du public au sujet de la demande d'enregistrement, à titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), formulée par la société Les 4 tours, domiciliée Cave de Venelles, 56 av de la Bégude, 13770 Venelles, relative à l'évolution de l'activité de la cave viticole relevant de la rubrique :

- 2251 : Préparation, conditionnement de vin, la capacité de production de l'installation étant supérieure à 20 000hl/an,

située Cave de Venelles, 56 av de la Bégude, 13770 Venelles.

Le dossier et le registre de consultation du public sera déposé en mairie de Venelles et d'Aix-en-Provence du mercredi 4 janvier au mercredi 1er février 2023 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux et consigner ses observations sur le registre ou les adresser par écrit à la mairie concernée ou en préfecture des Bouches-du-Rhône.

L'adresse des services concernés sont :

- Direction de l'Urbanisme, Pôle STUAT, 302 rue de la Gare, Immeuble l'Ombrière, Bât C, 13770 Venelles
- Direction de l'Urbanisme réglementaire, 3 rue Loubet, 13100 Aix-en-Provence

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de la consultation publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale. Des recommandations d'organisation pourront être examinées afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public

- Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légacité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, Bureau 419, Place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 6.

Le dossier sera consultable pendant toute la durée de la consultation sur le site Internet de la Préfecture à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classes-pour-la-Protection-de-l'Environnement-ICPE/Installations-Classes-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrières-et-Geothermie/Venelles>

Les observations peuvent être également adressées par correspondance, à l'attention du maître de Venelles, commune d'implantation de l'installation, ou à la préfecture des Bouches-du-Rhône et par voie électronique sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône :

[pref-consultation-les4tours@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:pref-consultation-les4tours@bouches-du-rhone.gouv.fr)

Le Préfet des Bouches-du-Rhône est l'autorité compétente pour prendre la décision finale sous la forme d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au 1<sup>er</sup> de l'article L.512-7 du code de l'environnement, ou d'un arrêté de refus au moyen d'une décision individuelle.

Marseille, le 30 novembre 2022

Pour le Préfet

Le chef de Bureau

SIGNÉ

Gilles BERTOTHY

20220410

## Vie des sociétés

## AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une SARL (à capital variable) dénommée :

ABRICOT D'OR

Nom commercial : ABRICOT D'OR - ALTIN KAYISI

Objet social : En France et à l'étranger, en gros, demi-gros et au détail, l'importation, l'exportation de toutes marchandises et produits alimentaires ou non

Siège social : 3, rue Lafayette 13001 Marseille

Capital : 1000 euros

Gérance : Monsieur CANER ARIKAYA, demeurant à MARSEILLE - 13014 - 18 rue Louis Rouffé

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE

20220475

annonces-legales.lamarseillaise.fr

13

# Annonces légales

Contacts : 04.91.84.46.30 - [alga@provenance-medias.fr](mailto:alga@provenance-medias.fr)  
[www.kaprovencemarchespublics.com](http://www.kaprovencemarchespublics.com)

Mardi 13 Décembre 2022  
habilité à publier par arrêté de Monsieur le Préfet du Département

## SELARL LE PLANIER

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée  
Au Capital de 21.594 euros  
La Fricard - Avenue Frédéric Alderici  
13000 ISTRES  
R.C.S. SALON DE PROVENCE  
917 004 839

Aux termes d'une délibération en date du 18 mai 2022 enregistrée au SDE d'AUX EN PROVENCE le 1er août 2022, dossier 2022 0001610, n° 133401 2021 A 03400 les associés ont décidé la transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et à adapter la liste des statuts qui régiront désormais la Société.

L'objet de la Société, sa durée, les dates de son exercice social, son siège social et sa dénomination demeurent inchangés.

Le capital de la Société reste fixé à la somme de 21.594 euros.

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

Forme : La Société, précédemment sous forme S.E.L.A.R.L., a adopté celle de la Société par Actions Simplifiée.

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, sur justification de son identité et de sa participation en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'un droit de vote qu'il possède ou qu'il représente d'actions.

Transmission des actions : La cession ou transmission des actions des associés est libre.

Administration et Direction : Ancienne mention : gérant : Monsieur Cyril MUT, domicilié 2, Allée Jean-François Millet 13000 MARTIGUES. Nouvelle mention : Président Monsieur Cyril MUT, domicilié 2, Allée Jean-François Millet 13000 MARTIGUES pour une durée illimitée.

Directeur Général : Monsieur Benjamin THOMAS, domicilié 17, rue des Alpilles - 13650 L'ANÇON DE PROVENCE pour une durée illimitée.

Directeur Général Délégué pour une durée illimitée : Monsieur Maxime COULON, domicilié 4, chemin des Grenettes 17, Jambes de Lacour - 13700 MAUGIÈRE.

Monsieur Fabien NGUYEN dom 214 4, rue des Prés de Baugères - 13140 MARAIS.

Monsieur Mehdi ROUZBIDA domicilié 672, Chemin du Polygone - 13250 SAINT CHAMAS.

Mme Flora CHAUFFARD domiciliée 12, 5 rue Constantin Rozanoff - 13000 ISTRES.

Mme Marion BENCHENAFI domiciliée 13, rue de la Rose des Vents - 13000 ISTRES.

La Société ne remplissant pas les critères réglementaires pour la nomination de Commissaire aux Comptes, il n'y a pas été procédé à une telle nomination.

Pour avis et mention  
LE PRÉSIDENT

## « SAS BOUISSY QUILICHINI SPFL »

Société de Participations Financières de Professions Libérales par Actions Simplifiée  
de pharmaciens d'officine  
Au capital de 3.000.000,00 Euros  
Siège social : 15 Avenue Robert Schuman, Villa d'Este  
13002 MARSEILLE  
904 696 837 RCS MARSEILLE

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 21 novembre 2022, il a été décidé la transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée à compter du 21 novembre 2022, sans création d'un être moral nouveau.

L'objet de la société sera désormais le suivant : « La prise de participation dans toutes sociétés par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou d'objets sociaux, de fusion ou autrement ; « A titre accessoire, toutes prestations de services telles qu'audit, conseil, assistance, formation, accompagnement et aide en investissements et en leasing, de management d'entreprises, ressources humaines, comptabilité, finance, administration, location de matériel professionnels, courtage en financement, auprès des sociétés susvisées dont elle détiendrait une ou plusieurs participations.

« Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

« La participation, directe ou indirecte de la société à toutes entreprises ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, elle aura que des activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires. »

« Sa dénomination sociale sera désormais la suivante : « SAS BOUISSY QUILICHINI »

Son Président et sa durée restent inchangés.

Mention sera faite au RCS de Marseille.

Pour avis  
La Présidente

Aux termes d'un ASSP en date du 30/11/2022, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : NÉSSIMO

Objet social : RESTAURATION TRADITIONNELLE EXPLOITATION DE TOUTS FONDS DE COMMERCE EN GÉRANCE OU LOCATION GÉRANCE

Siège social : 2 Rue DES CONVALESCENTS, 13001 MARSEILLE

Capital initial : 600 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS MARSEILLE

Président : HESAM MOHAMED HEDJ, demeurant 7 Rue VINGENT FATMA, 13004 MARSEILLE

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Clause d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du président de la société

Sas NÉSSIMO

GUINBRA  
SAPL au capital de 20.000,00 Euros  
78 Avenue de Toulon  
MARSEILLE (13005)  
R.C.S. MARSEILLE 821861414

Suivant acte SSP du 28 novembre 2022, la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE, SAS au capital de 390 553 839 €, dont le siège est situé à NANTERRE (Hauts de Seine), 582 Avenue du Parc du Filo, immatriculée au RCS de NANTERRE sous le n°31 630 445 a confié sous contrat de location gérance du 01/12/2022 au 30/11/2025 à la société SATEL GUINBRA :

- un fonds de commerce de station-service et activités annexes (carburants (distribus sous le régime du mandat), lubrifiants et produits connexes : bouillottes ; produits et articles pour l'automobile et les automobiles, produits alimentaires, lavage (marché), dépolluants, entretien, gaz en bouteilles, vente de cartes la vige, offre café, alcool (vente à emporter), pizzas, cartes téléphoniques, location de places de parking, machine à café), dénommé HELAIS MEDITERRANEE, exploité à MARSEILLE (13005), 78 Avenue de Toulon. Le contrat de location gérance précité conclut entre les parties à effet du 01/12/2022 pour une durée de 3 ans a été résilié par anticipation au 30/11/2022 par acte SSP du 01/12/2022.
- un fonds de commerce de station-service et activités annexes (carburants (distribus sous le régime du mandat), lubrifiants et produits connexes : bouillottes ; produits et articles pour l'automobile et les automobiles, produits alimentaires, lavage (marché), dépolluants, entretien, gaz en bouteilles, vente de cartes la vige, offre café, alcool (vente à emporter), dénommé HELAIS LOUBIERE, exploité à MARSEILLE (13005), 75 chemin de Château Gambert.

## VENTES AUX ENCHERES

SELARL Maitre François FLECK - Commissaire-priseur judiciaire  
26 Rue Condorcet 13005 MARSEILLE  
Tél 04 96 10 26 30 - Fax 04 96 10 26 39

Suite à ordonnance du Tribunal de Commerce de Marseille

### Ventes aux enchères publiques

Le Vendredi 16 et Samedi 17 Décembre 2022  
A 9H30 et 14H00

Il de la Sati ANCIENS, dispersion d'un important stock (+ de 2 000 lots) de Parfums homme et femme à l'unité dont : Hermès, Guerlain, Yves Saint Laurent, Armani, Boucheron, Boss, Dolce Gabbani, Diesel, Lancôme, Guerlain, Givenchy, Mugler, Paro Rabane et bien d'autres, cosmétique et produits de beauté...

Possibilité lors de l'exposition de faire son lot uniquement sur les cosmétiques (fragrances) et certains produits de beauté. (Cliquez oblique).

Exposition le Jeudi 15 Décembre 2022  
De 12 Heures à 19 Heures

CONDITIONS :  
Paiement comptant - Frais 14,28% TTC en sus des enchères  
Listes et descriptifs sur [interenchères.com](http://interenchères.com)

## ANNONCES LEGALES

PRÉFET DE LA REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

## PARUTION PRESSE

PPR MINERS DE MMET  
CONCERTATION AVEC LA POPULATION

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) sur la commune de Mimet a été présentée par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône daté du 22 juillet 2020.

Durant la phase de concertation avec la population qui débutera le 20 décembre 2022 pour une durée de 2 mois, le public pourra :

- assister à la réunion publique qui se tiendra le 20 décembre 2022 à 18 h 00 en salle des fêtes du Village à Mimet
- consulter le projet de PPR sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Portails-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques-La-prevention>
- visiter l'exposition mise en place en mairie de Mimet ou accessible sur le site internet précité ;
- exprimer ses observations ;
- sur le registre ouvert à cet effet sur le lieu d'exposition ;
- par courriel à l'adresse suivante : [demarches-mimet@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:demarches-mimet@bouches-du-rhone.gouv.fr)
- par courriel à : Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 13) - Service Urbanisme et Risques - 16 rue A. Zallara - 13 332 Marseille Cedex 3

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RELATIF À DEMANDE D'AUTORISATION FORMULÉE PAR LA SOCIÉTÉ NAPHATHACHIE EN VUE DE LA RÉGULARISATION DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION DE L'UNITÉ DE BUTADIENE EN SUR SON SITE EXISTANT À LAVERA SUR LA COMMUNE DE MARTIGUES

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 25 octobre 2022, il sera procédé, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus sur le territoire des communes de Martigues et Port-de-Bouc, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société NAPHATHACHIE dont le siège social est situé avenue d'Auguste - Zone Ecopôle Sud - Lavera St Martigues, en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène II sur son site existant à Lavera sur la commune de Martigues.

Le projet consiste à régulariser la situation administrative encadrant l'extraction de butadiène sur le site et porter la capacité annuelle autorisée de production de butadiène de 80 000 tonnes à 130 000 tonnes, soit une augmentation de 65 000 tonnes par an par rapport à la situation antérieure.

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Julien LAGIER, Ingénieur EDF-GDF et à la retraite

Ce dossier contient notamment une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'Autorité Environnementale en date du 23 septembre 2022 qui est consultable à cette même adresse internet, et joint au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDEA) est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnement/Installations-Classes-ou-sources-a-autorisation-et-a-enregistrement-Centres-et-Geothermie/Martigues>

Dans le cadre de la production contre la commission d'actes de méfaits dans les établissements classés SEVESO, des données sensibles pour la sécurité, ne peuvent être ni communiquées, ni diffusées mais sont consultables dans les conditions prévues par l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 20, à la Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement (DCLLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (GTHRM), téléphone 04.94.35.42.60 ou 04.94.35.42.64, et le public peut également prendre connaissance de l'ensemble de ce dossier, gratuitement sur un poste informatique à la même adresse, pendant toute la durée de l'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête à feuillet non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, restent déposés en mairie de Martigues et Port-de-Bouc, pendant les horaires habituels d'ouverture, durant 33 jours, du jeudi 5 janvier 2023 au lundi 6 février 2023 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance, et consigner directement ses observations, propositions et contre-propositions sur les registres ouverts à cet effet à la mairie de :

- Martigues, Direction du Urbanisme, avenue Louis Sarrail, 13500 Martigues ;
- Port-de-Bouc, Hôtel de Ville, Service Urbanisme Sanitaire, Cours Landiron, 13110 Port-de-Bouc.

Ces observations et propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la mairie de Martigues, siège de l'enquête.

Ces mêmes remarques pourront être transmises :

- par voie électronique sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/A295>
- par courriel à l'adresse [enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-4295@registre-dematerialise.fr)

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête (article R123-13 du code de l'environnement).

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé.

Les observations du public sont consultables et communicables aux tiers de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et énoncés ci-dessus.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

- \* en mairie de Martigues, à l'adresse précitée
- le jeudi 5 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le mardi 10 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le jeudi 19 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le mardi 24 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le lundi 6 février 2023 de 13h30 à 16h30 (fin de l'enquête)

- \* en mairie de Port-de-Bouc, à l'adresse précitée
- le vendredi 6 janvier 2023 de 8h30 à 11h30
- le jeudi 12 janvier 2023 de 13h30 à 16h30
- le vendredi 3 février 2023 de 8h30 à 11h30

La commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-6 2ème alinéa et des articles R123-14 à R123-17 du Code de l'Environnement.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, ainsi que des observations éventuelles en réponse du demandeur, en mairie concernée, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>, pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

La personne responsable du projet est Mme Blandine MOURA - Responsable Environnement Naphathachie tel : 04.42.42.70.36 courriel : [blandinemoura@naphathachie.com](mailto:blandinemoura@naphathachie.com)

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis éventuel du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, de refus ou d'autorisation, assorti des prescriptions en tant que décision individuelle, qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et notifié au demandeur.

Marseille, le 7 novembre 2022  
Pour le Préfet,  
Le chef de bureau  
SIG  
Gilles BERTHOUD

## VIE DES SOCIETES

Aux termes d'un ASSP en date du 09/12/2022, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : INIMO

Objet social : La société a pour objet en France et à l'étranger : Un service d'accompagnement aux entreprises dans leurs projets de développement par un apport opérationnel de management général. La société peut également réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation, et notamment le conseil, la formation et/ou le management d'équipes. Prendre, sous toutes formes, par tous moyens, directement ou indirectement, toutes participations dans toutes sociétés, qu'elles soient commerciales ou industrielles, françaises ou étrangères, ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Siège social : 52 rue Emmanuel Eydoux, 13016 MARSEILLE

Capital : 100€

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS MARSEILLE

Président : Monsieur BALDOVINI Fabio, demeurant 130 rue Estienne Mait, 13007 MARSEILLE

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Clause d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du président de la société. Les actions ne peuvent être cédées qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés

Fabio BALDOVINI

RITA VAVOATS  
Société d'Avocats  
Barreau des THONON-LES-BAINS  
1, rue René Florin  
74100 ANNECY-VALE

SCINAIL  
Société d'investissement à 1.944 Euros  
Siège social : 342, allée Joseph d'Arbaud - ZA Les Grandes Terres  
13810 Eyguères  
RCS Tarascon 542 622 791

Transfert du siège social

Suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 septembre 2022, les associés ont décidé de transférer le siège social de la société, à effet du 1er octobre 2022 au matin, du 2, rue de l'Industrie à Annemasse (74100) pour l'inscrire en la ZA Les Grandes Terres au 342, allée Joseph d'Arbaud à Eyguères (13810).

En conséquence, la société qui est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Thonon-les-Bains sous le numéro 892 542 791, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Tarascon.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Les personnes qui ont le pouvoir d'engager la société envers les tiers sont Monsieur Manuel Augusto-Vaz, Gérant, domicilié à cet effet en la nouvelle siège social.

La dépot des pièces sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Tarascon.

Pour avis  
Et pour mention  
Mme Fabrice Assens-Fiz

Pour avis  
Et pour mention  
Mme Fabrice Assens-Fiz

DÉPARTEMENT  
BOUCHES-DU-RHONE

ARRONDISSEMENT  
ISTRES

VILLE DE MARTIGUES

Direction de l'Urbanisme  
Urbanisme règlementaire  
04.42.44.31.00  
dau@ville-martigues.fr



## CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Gaby CHARROUX, Maire de la Ville de Martigues,

Conformément à l'article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Certifie avoir affiché sur les panneaux d'affichage extérieurs de la Mairie et à la mairie annexe de La Couronne :

- l'avis d'enquête publique préfectoral du 7 novembre 2022 relatif à la demande d'autorisation formulée par la société NAPHTACHIMIE en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur le site existant à Lavéra :

A compter du 28 novembre 2022, et ce, jusqu'au 6 février 2023 inclus.

L'avis d'enquête a également fait l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Martigues dans les mêmes délais.

Fait à Martigues, le 6 février 2023

Le Maire





Vue aérienne de la Ville de Martigues

CITOYENNETÉ

# AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE. Demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Formulée par la société NAPHTACHIMIE

Publié le 19 décembre 2022





## CERTIFICAT

**Le Maire de PORT-DE-BOUC,**

**CERTIFIE,**

Avoir fait afficher, en mairie, et dans les emplacements réservés à cet effet :

L'avis d'enquête publique relatif à la demande d'autorisation formulée par la Société NAPHTACHIMIE en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à LAVERA sur la commune de Martigues.

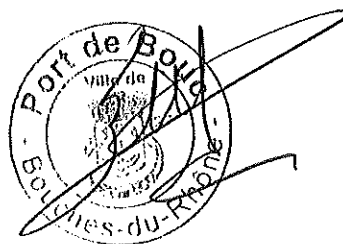
DEBUT D'AFFICHAGE : 28 novembre 2022  
FIN D'AFFICHAGE : 06 février 2023 inclus

**EN FOI DE QUOI LE PRESENT CERTIFICAT EST DELIVRE POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.**

A Port-de-Bouc, le 28 novembre 2022

**Le Maire**

**Laurent BELSOLA**





Mairie de Port de Bouc,  
Service communication,  
M.Escalante Mathias,  
Responsable du service communication,  
Cours Landrивon,  
13110 Port de Bouc

Objet : certificat de publication

Monsieur,

Par la présente, je certifie que le service communication a publié sur le site officiel de la ville, [www.portdebouc.fr](http://www.portdebouc.fr), du 05 janvier 2023 au 06 février 2023 inclus, l'avis d'enquête publique de la société Naphtachimie.

L'avis d'enquête est visible dans la rubrique Urbanisme jusqu'au 06 février 2023 inclus.

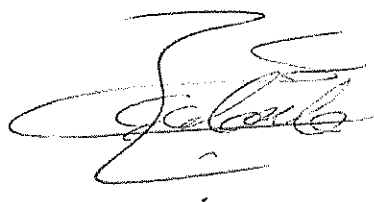
Onglet « Habiter Port de Bouc » > « Urbanisme » > « Urbanisme et réglementation » > « Les enquêtes publiques et concertations préalables ».

Une communication a également été faite sur les panneaux d'information lumineux de la ville (situés dans la ville et dans certaines structures publiques de la ville).

Enfin, un affichage a été réalisé à l'accueil principal de l'hôtel de Ville de Port de Bouc par le service urbanisme.

Je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations,

Mathias Escalante,  
Responsable du service communication de la mairie de Port de Bouc.

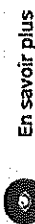




# Les enquêtes publiques et concertations préalables

Du lundi 23 janvier au vendredi 24 février  
AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE PPRT DE LAVERA

Du jeudi 5 janvier au lundi 6 février  
AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE NAPHTALIMIE



En savoir plus



En savoir plus

## MODIFIER LES ENQUÊTES PUBLIQUES

- > Numéros d'urgence
- > Elections
- > Les démarches administratives

## Urbanisme

- > Urbanisme et réglementation
  - > Le Plan Local d'Urbanisme
    - > Dossier PLU
    - > Modification n°1 - Les Arcades
    - > Modification n°2 - Caronte

## MODIFIER L'ENQUETE PUBLIQUE

- Numéros d'urgence
- Elections
- Les démarches administratives

## Urbanisme

- Urbanisme et réglementation
  - Le Plan Local d'Urbanisme
  - Dossier PLU
  - Modification n°1 - Les Arcades
  - Modification n°2 - Caronte
  - Modification n°3 - Centre-ville
  - Modification n°4
- Les autorisations de travaux
  - Urbanisme

# AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE NAPHTACHIMIE

Avis d'enquête publique, relatif à la demande d'autorisation formulée par la société Naphtachimie en vue de la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur son site existant à Lavéra (commune de Martigues).

Les observations écrites et orales des populations concernées seront reçues par un commissaire enquêteur en mairie de Port de Bouc (cours Landrivo, rez-de-chaussée, service municipal de l'urbanisme), à ces dates et horaires :

- Vendredi 06 janvier 2023, de 8h30 à 11h30
- Jeudi 12 janvier 2023, de 13h30 à 16h30
- Vendredi 03 février 2023, de 8h30 à 11h30

D'autres dates sont programmées en mairie de Martigues (tout le détail dans le document ci-dessous)

## TÉLÉCHARGEMENTS

- Avis d'enquête publique Naphtachimie (2,44 Mo)

# Sélection par date

Le 10/02/2023 à 15:34

## Sélection par média

Rue de la Gare	RGB_208x102	•
Avenue M Thorez	RGB_208x102	•
TFT MAIRIE	RGB_1920x1080	•
TFT MEDIA THEQUE	RGB_1920x1080	•
TFT MAISON DES SERVICES	RGB_1920x1080	•

## Campagnes diffusées

05/02 AG générale	
05/02 Info OT	
06/02 audition pluriels	
Avis denquerie Naphtachimie	Avis denquerie Naphtachimie
07/02 audition jazz	
10/02 élargissons-nous semaphore	
11/02 party game médiatique	
HANDBALL	
20 ET 22 FEV STAGE ENFANT FEVRIER	
22/02 "cous l'astre..." semaphore	
emploi E-RAD PRESQU'ILE	

## Prévisualisation

**Avis d'enquête publique**

**Naphtachimie**

Du 05 janvier au 06 février 2023 inclus

Votre avis compte !

Renseignements :  
Mairie de Port de Bouc  
Service urbanisme

**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

## **ANNEXE 3**

### **Avis du Maire de la Ville de Martigues**

**AVIS DE LA VILLE DE MARTIGUES  
DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE  
A LA DEMANDE D'AUTORISATION  
ENVIRONNEMENTALE  
PAR LA SOCIÉTÉ NAPHTACHIMIE EN VUE DE  
RÉGULARISER LA CAPACITÉ DE PRODUCTION DE  
L'UNITÉ DE BUTADIÈNE III SUR SON SITE DE LAVERA**

Suite à l'augmentation de ses capacités de production, la société Naphtachimie a effectué une demande d'autorisation environnementale en vue de régulariser la capacité de production de son unité de butadiène III sur le site de Lavéra. En effet, l'arrêté préfectoral initial du 15 mai 1972 autorisait une capacité annuelle de production de butadiène de 80 000 tonnes. Le dossier en cours permettra de régulariser la situation administrative et d'acter officiellement une capacité de production à 135 000 tonnes, soit 55 000 tonnes de plus par an que précédemment.

La Ville de Martigues a bien noté que ces paramètres ont été pris en considération pour calculer l'enveloppe des risques lors de l'élaboration du PPRT de Lavéra. La confirmation écrite de ce point par les services de l'État date du 2 février 2023 et fait suite à une demande écrite des services de la ville en date du 25 octobre 2022.

La Ville de Martigues est favorable à la régularisation administrative de la situation : il est nécessaire que les textes qui encadrent et régissent les activités des industriels de la plateforme de Lavéra soient conformes à la réalité opérationnelle des sites techniques.

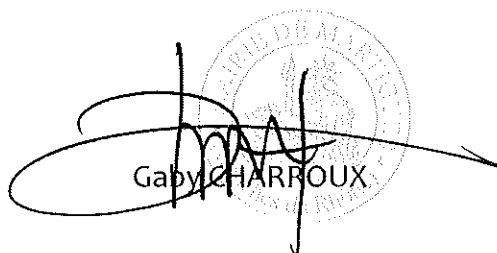
En revanche, la Ville constate un décalage inadmissible entre la date de régularisation de la situation, dans le courant de l'année 2023, et l'augmentation effective des capacités de production de 55 000 tonnes / an de butadiène de l'unité, en 1991. Pendant plus de 30 ans, et quand bien même les mesures de sécurité mises en place par l'industriel répondaient aux impératifs de sécurité pour une production à 135 000 tonnes et des inspections des services de l'État ont pu avoir lieu au sein de la structure, l'atelier de production de butadiène III de la société Naphtachimie a fonctionné en non-conformité avec la loi.

De même, les délais de réponse des services de l'État pour confirmer la prise en compte de ces enjeux dans le projet de PPRT de Lavéra sont également insatisfaisants.

.../...

En conséquence, la Ville de Martigues rappelle la nécessité d'assurer une surveillance approfondie des sites Seveso de la plateforme de Lavéra et demande que les services de l'État disposent des moyens humains et matériels d'assurer leurs missions dans des délais raisonnables. La Ville de Martigues s'inquiète également de l'existence éventuelle d'autres situations similaires au sein de la plateforme de Lavéra et demande à l'État d'apporter toutes les garanties nécessaires pour assurer que ce n'est pas le cas.

Le Maire



Gaby CHARROUX

## **ANNEXE 4**

**Procès-verbal du commissaire enquêteur des observations  
collectées (Registres papier Martigues et Port-de-Bouc, Registre  
dématérialisé, mails, courriers)**



Julien LAGIER

Marseille le 7 février 2023

Commissaire Enquêteur

Dossier Naphtachimie

Société NAPHTACHIMIE

Avenue d'Auguste

Zone ECOPOLIS Sud

13117 Martigues Lavéra Sud

Objet : Mémoire des observations

Extension capacité de production

Butadiène III

A l'attention de Monsieur Gilles Raynaud et de Madame Blandine Moura

Madame, Monsieur,

Par la présente, je viens vous faire part des observations recueillies pendant l'enquête publique relative à la régularisation de la capacité de production de l'unité de Butadiène III sur le site de Lavéra. Compte tenu du faible nombre d'observations du public, je les reproduis ci-dessous :

**1/ Observations en distanciel sur le registre dématérialisé :**

**Contribution N°1 (Web)**

Proposée par Monsieur Deboom Richard (richard.deboom@orange.fr)

3 impasse des Dahlias

13500 Martigues /Lavéra

Déposée le mercredi 1 février 2023 à 14h31

Contribution web :

Je découvre l'existence de cette enquête publique alors qu'une enquête publique est aussi en cours pour le PPRT de la plateforme Pétrochimique de Lavéra.

Est-ce que l'augmentation de capacité de l'unité de Butadiène3 aura une incidence sur les aléas liés au PPRT?

**Contribution N°2 (Web)**

Proposée par Monsieur LEGRAND Christian - Association ARPIL (arpil.legrand@orange.fr)

9 Boulevard des Tamaris

13117 Lavéra MARTIGUES

Déposée le mercredi 1 février 2023 à 17h34

Contribution web :

Si je comprends bien Naphtachimie est en infraction depuis 1991 ?

Son unité de Butadiène tourne avec une production supérieure à son autorisation Initiale sans autorisation ?

Il me semble qu'il y a une certaine carence de l'Administration (Dréal).

De plus Le PPRT de Lavéra prend t-il en compte cette augmentation de 55 000 tonnes par an de production dans les études de danger ?

Il est quand même anormal que l'enquête publique en cours du PPRT de Lavéra ne mentionne pas cette 2ième enquête.

Deux enquêtes en parallèle pour un même PPRT ?

### **Contribution N°3 (Web)**

Proposée par Monsieur Sotgia Jean (sotgia.jean@orange.fr)

6 rue des Cigales-Cité Arc en Ciel

13117 MARTIGUES-LAVERA

Déposée le jeudi 2 février 2023 à 16h25

Contribution web :

J'ai appris avec un grand étonnement qu'une enquête soi-disant publique se tenait dans notre ville au sujet de l'augmentation de production de l'atelier butadiène 3 de Naphtachimie.

Je pense qu'il aurait été judicieux de nous associer avec le PPRT de Lavera sur les conséquences sécuritaires et environnementales qu'elles entraînent sur les riverains .

Quelle est l'influence de l'aléa sur l'étude de danger initiale?

Quels sont les dangers potentiels et les risques sur les populations.

### **2/ Observations en présentiel dans les registres papier :**

-Visite d'une dame le 12 janvier 2023 après-midi en Mairie de Port-de-Bouc, elle reste anonyme et m'explique ses interrogations : Son époux est décédé d'un cancer, il a travaillé chez Eternit et chez Naphtachimie. Elle évoque les cercles de dangers, le bruit des torchages et s'interroge sur les produits qui brûlent et leur impact sur la santé...? Elle souhaite que des exercices réguliers soient faits et des rappels sur la conduite à tenir en cas d'incident grave.

-Visite le 23 janvier 2023 de Madame Jeronymos Nicole en Mairie de Port-de-Bouc qui fait la déclaration écrite suivante : « Malheureusement les fameuses usines de Lavéra ont un avantage et beaucoup d'inconvénients mais une grande partie des ouvriers de Port-de-Bouc y travaillent. J'ai écouté la sirène d'alarme danger. En espérant que plus de monde soit sensibilisé ».

### **3/ Questions complémentaires :**

Je vous fais part en complément des interrogations orales que j'ai perçues dans le cadre des entretiens que j'ai eus avec les élus des deux communes, les responsables urbanisme, la DREAL... :

J'entends de façon, insistante qu'il y aurait un manque de transparence de Naphtachimie sur les incidents divers, sur les torchages, sur les torchages post-covid en particulier mais pas que ceux-là, l'exemple en appui est le dépassement de production de butadiène III sans autorisation depuis de nombreuses années sans intervention aucune de Naphtachimie semble-t-il...Avez-vous un document qui informe les services de l'Etat de ces dépassements réguliers ? ou plusieurs documents de ce type? Dans l'affirmative, pouvez-vous me les communiquer ? Il m'a été dit et écrit que Naphtachimie fonctionnait « en non-conformité avec la loi » depuis quelques

décennies. J'entends très fort qu'il y a beaucoup de problèmes de santé chez les travailleurs de la zone industrielle, beaucoup de cancers et beaucoup d'inquiétudes se dégagent. De plus la réponse de Naphtachimie au rapport de la MRAe a tardé et apparait un peu minimaliste ce qui renforce ce sentiment d'absence de transparence et donne l'impression d'un engagement quelquefois diffus sur diverses mesures à venir non programmées dans le temps et renvoyant à une étude à venir...

Il est souhaité plus de points de mesures et plus de mesures par Atmosud et il est souhaité que les mesures sanitaires fassent l'objet d'une étude plus globale prenant en compte tous les établissements implantés sur zone. Il est demandé aussi des actions concrètes en plus grand nombre pour limiter encore la pollution de l'air et la pollution de la mer.

Il y a des points communs dans toutes ces questions, je vous propose d'y répondre même si elles débordent pour certaines de cette enquête et concernent par exemple le PPRT, il est vrai que ces deux enquêtes ont un peu perturbé les personnes qui s'y sont intéressées.

Je reste à votre disposition pour tout éclaircissement et pour un échange en face à face avec vos éléments de réponse et je souhaite bien sûr une réponse écrite sous une quinzaine de jours maximum.

Dans cette attente, recevez Madame, Monsieur mes sincères salutations

Julien Lagier

## **ANNEXE 5**

### **Mémoire en réponse de Naphtachimie au Procès-verbal du commissaire enquêteur relatif aux observations**

**LAGIER Julien**  
Commissaire Enquêteur

N/Réf : Z07-2023

V/Réf : Mémoire des observations Extension capacité de production Butadiène III

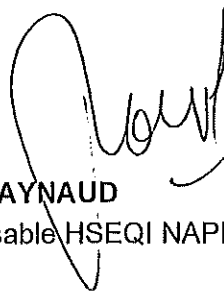
Lavera, le 22 février 2023

**Objet** : Réponses au mémoire des observations issues de l'enquête publique concernant la régularisation de la capacité de production annuelle de l'atelier Butadiène III.

Monsieur,

Suite à votre courrier en date du 9 février 2023 et à votre entrevue avec Mr Raynaud le 15 février 2023, veuillez trouver ci-après les réponses Naphtachimie quant aux observations formulées dans le cadre de l'enquête publique concernant la régularisation de la capacité de production annuelle de l'atelier Butadiène III.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire, et vous prions d'agréer, Monsieur, nos sincères salutations.



**Gilles RAYNAUD**  
Responsable HSEQI NAPHTACHIMIE

Copie : DHSE Naphtachimie : B. MOURA, G. WUY

**1/ Observations en distanciel sur le registre dématérialisé :**

**Contribution N°1 (Web) :**

Proposée par Monsieur Deboom Richard (richard.deboom@orange.fr)

3 impasse des Dahllas

13500 Martigues /Lavéra

Déposée le mercredi 1 février 2023 à 14h31

Contribution web :

Je découvre l'existence de cette enquête publique alors qu'une enquête publique est aussi en cours pour le PPRT de la plateforme Pétrochimique de Lavéra.

Est-ce que l'augmentation de capacité de l'unité de Butadiène3 aura une incidence sur les aléas liés au PPRT?

**Réponse Naphtachimie : se reporter à la réponse de la contribution n°3 (web)**

**Contribution N°2 (Web)**

Proposée par Monsieur LEGRAND Christian - Association ARPIL (arpil.legrand@orange.fr)

9 Boulevard des Tamaris

13117 Lavéra MARTIGUES

Déposée le mercredi 1 février 2023 à 17h34

Contribution web :

Si je comprends bien Naphtachimie est en infraction depuis 1991 ?

Son unité de Butadiène tourne avec une production supérieure à son autorisation Initiale sans autorisation ?

Il me semble qu'il y a une certaine carence de l'Administration (Dréal).

De plus Le PPRT de Lavéra prend t-il en compte cette augmentation de 55 000 tonnes par an de production dans les études de danger ?

Il est quand même anormal que l'enquête publique en cours du PPRT de Lavéra ne mentionne pas cette 2ième enquête.

Deux enquêtes en parallèle pour un même PPRT ?

**Réponse Naphtachimie : se reporter à la réponse de la contribution n°3 (web)**

**Contribution N°3 (Web)**

Proposée par Monsieur Sotgia Jean (sotgia.jean@orange.fr)

6 rue des Cigales-Cité Arc en Ciel

13117 MARTIGUES-LAVERA

Déposée le jeudi 2 février 2023 à 16h25

Contribution web :

J'ai appris avec un grand étonnement qu'une enquête soi-disant publique se tenait dans notre ville au sujet de l'augmentation de production de l'atelier butadiène 3 de Naphtachimie.

Je pense qu'il aurait été judicieux de nous associer avec le PPRT de Lavéra sur les conséquences sécuritaires et environnementales qu'elles entraînent sur les riverains .

Quelle est l'influence de l'aléa sur l'étude de danger initiale?  
 Quels sont les dangers potentiels et les risques sur les populations.

**Réponse Naphtachimie aux trois contributions n°1, 2 et 3 du web =**

les aléas du PPRT ont été considérés avec le scénario dimensionnant des ateliers de Naphtachimie issu des études de dangers.

Pour l'atelier BUT3, ce scénario correspond à la rupture du plus gros piquage de la plus grosse capacité de gaz liquéfié. Ce scénario n'ayant pas d'effets sur l'extérieur du site, il n'impacte pas le PPRT et il est, de toute façon, indépendant de la capacité annuelle de l'atelier BUT3.

En conclusion, la régularisation administrative de la capacité annuelle de l'atelier BUT3 n'a aucune incidence sur les aléas du PPRT.

D'autre part, il n'y a pas deux enquêtes publiques en parallèle pour un même PPRT. En effet, même si les deux enquêtes publiques concernant la régularisation de la capacité annuelle BUT3 et du PPRT sont concomitantes, elles sont strictement indépendantes.

**2/ Observations en présentiel dans les registres papier :**

-Visite d'une dame le 12 janvier 2023 après-midi en Mairie de Port-de-Bouc, elle reste anonyme et m'explique ses interrogations : Son époux est décédé d'un cancer, il a travaillé chez Eternit et chez Naphtachimie. Elle évoque les cercles de dangers, le bruit des torchages et s'interroge sur les produits qui brûlent et leur impact sur la santé...? Elle souhaite que des exercices réguliers soient faits et des rappels sur la conduite à tenir en cas d'incident grave.

**Réponse Naphtachimie =**

en ce qui concerne les torchages et l'impact sur la santé, merci de se reporter à la réponse de la question complémentaire.

Concernant les exercices, Naphtachimie n'a pas autorité pour réaliser ceux-ci auprès de la population, ceci étant du ressort de l'Etat.

Bien sûr, et comme ce fût le cas pour l'exercice « Domino » en mai 2022,

Naphtachimie participera pleinement et activement à tout exercice futur impliquant les populations.

-Visite le 23 janvier 2023 de Madame Jeronymos Nicole en Mairie de Port-de-Bouc qui fait la déclaration écrite suivante : « Malheureusement les fameuses usines de Lavéra ont un avantage et beaucoup d'inconvénients mais une grande partie des ouvriers de Port-de-Bouc y travaillent. J'ai écouté la sirène d'alarme danger. En espérant que plus de monde soit sensibilisé ».

**3/ Questions complémentaires :**

Je vous fais part en complément des interrogations orales que j'ai perçues dans le cadre des entretiens que j'ai eus avec les élus des deux communes, les responsables urbanisme, la DREAL... :

J'entends de façon, insistante qu'il y aurait un manque de transparence de Naphtachimie sur les incidents divers, sur les torchages, sur les torchages post-covid en particulier mais pas que

ceux-là, l'exemple en appui est le dépassement de production de butadiène III sans autorisation depuis de nombreuses années sans intervention aucune de Naphtachimie semble-t-il... Avez-vous un document qui informe les services de l'Etat de ces dépassements réguliers ? ou plusieurs documents de ce type ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me les communiquer ? Il m'a été dit et écrit que Naphtachimie fonctionnait « en non-conformité avec la loi » depuis quelques décennies. J'entends très fort qu'il y a beaucoup de problèmes de santé chez les travailleurs de la zone industrielle, beaucoup de cancers et beaucoup d'inquiétudes se dégagent. De plus la réponse de Naphtachimie au rapport de la MRAe a tardé et apparaît un peu minimaliste ce qui renforce ce sentiment d'absence de transparence et donne l'impression d'un engagement quelquefois diffus sur diverses mesures à venir non programmées dans le temps et renvoyant à une étude à venir...

Il est souhaité plus de points de mesures et plus de mesures par Atmosud et il est souhaité que les mesures sanitaires fassent l'objet d'une étude plus globale prenant en compte tous les établissements implantés sur zone. Il est demandé aussi des actions concrètes en plus grand nombre pour limiter encore la pollution de l'air et la pollution de la mer.

Il y a des points communs dans toutes ces questions, je vous propose d'y répondre même si elles débordent pour certaines de cette enquête et concernent par exemple le PPRT, il est vrai que ces deux enquêtes ont un peu perturbé les personnes qui s'y sont intéressées.

#### Réponse Naphtachimie =

Naphtachimie a adhéré dès 2020 au dispositif ALLO INDUSTRIE qui permet d'informer les riverains du moindre incident notamment lors des épisodes de torchage en indiquant à chaque fois et autant que possible, les causes de l'incident et sa durée attendue.

D'autre part, Naphtachimie a communiqué de façon volontaire via des conférences publiques (CLIE, dispositif REPONSES) sur le fonctionnement des torches et les améliorations mises en œuvre pour réduire les nuisances.

Suite au dégoulottage du vapocraqueur et compte tenu du dépassement régulier de la capacité autorisée de production de 80 000 T/an, des discussions ont été entamées avec la DREAL pour aboutir en janvier 2014 au dépôt d'un dossier réglementaire (joint en annexe).

#### Impact pollution air et mer :

Différents projets sont en cours afin de réduire l'impact de Naphtachimie sur les rejets atmosphériques et en mer.

En particulier, les bassins de pré-traitement des eaux huileuses font l'objet d'un projet de rénovation visant à améliorer la séparation eau/hydrocarbures et l'élimination des hydrocarbures ainsi récupérés.

Concernant les échangeurs fonctionnant sur eau de mer, une étude de vulnérabilité exhaustive a été menée de façon à identifier ceux pour lesquels un changement de métallurgie était nécessaire afin de garantir leur intégrité.

Ce changement de métallurgie sera progressivement déployé d'ici 2025.

Ces différents projets ont été communiqués à la DREAL sous forme d'études technico-économiques. La DREAL est ensuite venue sur le terrain pour inspecter/auditer ces plans d'amélioration.

#### Impact santé :

Naphtachimie a fourni à l'Administration une étude des risques sanitaires liés à son activité. Il appartient aux services compétents de l'Etat de rassembler les études des différents industriels, du trafic routier et autres activités urbaines afin d'évaluer l'impact sanitaire sur les différentes populations.



Naphtachimie entend participer pleinement à cette démarche et continuera de fournir toutes les données utiles et nécessaires. En particulier, un partenariat fort a été établi avec Atmosud de façon à suivre à l'extérieur du site les concentrations en polluants. Ce partenariat inclut le lancement d'alerte vers Naphtachimie en cas de valeurs anormales mesurées par Atmosud, Naphtachimie s'étant engagé à investiguer au plus vite les causes possibles de ces valeurs.

# ANNEXE

Dossier de régularisation administrative – Unité Butadiène III – Décembre 2013

SUITE DOSSIER ANNEXE *Bis*